

# Rapport financier du troisième trimestre de 2012

pour la période close le 29 septembre 2012



Canada

---

## TABLE DES MATIÈRES

Page

<b>Rapport de gestion</b>	<b>1</b>
Énoncés sur la vision d'avenir	2
1 Résumé	3
2 Activités de base et stratégie	8
3 Facteurs de rendement clés	9
4 Capacités	10
5 Risques et gestion des risques	12
6 Liquidités et ressources en capital	13
7 Évolution de la situation financière	18
8 Revue des activités opérationnelles	20
9 Principales estimations comptables et évolution des politiques comptables	28
<b>États financiers consolidés intermédiaires résumés</b>	<b>31</b>
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière intermédiaire	31
État consolidé intermédiaire résumé de la situation financière	32
État consolidé intermédiaire résumé du résultat global	33
État consolidé intermédiaire résumé des variations des capitaux propres	34
État consolidé intermédiaire résumé des flux de trésorerie	35
Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires résumés	36
Note 1 Constitution, activités et instructions	36
Note 2 Règles de présentation	36
Note 3 Regroupements d'entreprises	38
Note 4 Immobilisations	38
Note 5 Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	40
Note 6 Impôt sur le résultat	42
Note 7 Écart d'acquisition	43
Note 8 Passifs éventuels	43
Note 9 Autres charges opérationnelles	45
Note 10 Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	45
Note 11 Risque de change	46
Note 12 Transactions entre parties liées	47
Note 13 Informations sectorielles	48

---

## RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion fournit un exposé décrivant les résultats financiers et les changements opérationnels de la Société canadienne des postes (la Société ou Postes Canada) et de ses filiales Purolator Inc. (Purolator), le Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte), pour le troisième trimestre ayant pris fin le 29 septembre 2012 et pour les trois premiers trimestres de 2012. Ces sociétés sont désignées collectivement sous le nom « Groupe d'entreprises de Postes Canada » ou « Groupe d'entreprises ». Chacun des trimestres de la Société compte 13 semaines et le présent rapport vise les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012. Le rapport doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012; ceux-ci ont été préparés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), et ils sont présentés en dollars canadiens. Nous recommandons également la lecture de cette information à la lumière des états financiers consolidés annuels et le rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ainsi que le rapport financier trimestriel pour la période de 13 semaines closes le 31 mars 2012 et le rapport financier trimestriel pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 30 juin 2012. Les résultats financiers figurant dans le rapport de gestion sont arrondis au million près, tandis que les pourcentages connexes sont calculés en fonction de chiffres arrondis au mille près. À moins d'indication contraire, les renseignements du présent rapport de gestion sont en vigueur le 22 novembre 2012.

La direction est responsable des renseignements présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion. Toute mention des termes « nos », « notre » ou « nous » désigne la direction de Postes Canada. Le Conseil d'administration, sur la recommandation de son Comité de vérification, a approuvé le contenu du présent rapport et des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

Poste-lettres<sup>MC</sup>, postel<sup>MC</sup>, Médiaposte avec adresse<sup>MC</sup>, Médiaposte sans adresse<sup>MC</sup>, Poste-publications<sup>MC</sup>, Correspondance-réponse d'affaires<sup>MC</sup> et IntelliFlot<sup>MC</sup> sont des marques de commerce de la Société canadienne des postes.

### Seuil de tolérance

La direction évalue l'information qui doit être fournie dans le rapport de gestion selon le principe de l'importance relative comme guide aux fins de déclaration. La direction considère que des renseignements sont importants s'il est probable que leur omission ou une déclaration inexacte influencerait sur les décisions prises par l'utilisateur moyen en fonction de tels renseignements financiers.

## Énoncés sur la vision d'avenir

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion contiennent des énoncés sur la vision d'avenir qui rendent compte des attentes de la direction en ce qui concerne les objectifs, les plans, les stratégies, la croissance future, les résultats opérationnels, le rendement ainsi que les perspectives commerciales et les occasions commerciales de la Société. En général, les énoncés sur la vision d'avenir sont désignés par des mots ou des expressions tels que « prévoit », « s'attend à ce que », « croit », « estime », « a l'intention de » ou d'autres mots et expressions similaires. Ces énoncés ne sont pas des faits, mais seulement des estimations relatives aux résultats futurs. Ces estimations reposent sur certains facteurs ou hypothèses concernant la croissance prévue, les résultats opérationnels, le rendement, les perspectives et les occasions commerciales (les hypothèses). Bien que la direction considère ces hypothèses comme étant raisonnables et basées sur des renseignements disponibles, elles peuvent s'avérer incorrectes. Ces estimations relatives aux résultats futurs dépendent d'un certain nombre de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs susceptibles d'entraîner des différences considérables entre les résultats réels et les attentes actuelles du Groupe d'entreprises. Ces risques, incertitudes et autres facteurs comprennent notamment les risques et incertitudes énoncés à la section 5 – Risques et gestion des risques à la page 12 du présent rapport de gestion (les risques).

Dans la mesure où le Groupe d'entreprises fournit une information sur la vision d'avenir, à savoir des renseignements financiers axés sur l'avenir ou des perspectives financières, par exemple la croissance et le rendement financier futurs, ces renseignements servent à décrire les attentes futures. Les lecteurs sont donc avertis que ces données pourraient ne pas être appropriées à toute autre fin. En outre, les renseignements financiers axés sur l'avenir et les perspectives financières, ainsi que les énoncés sur la vision d'avenir de manière générale, reposent sur les hypothèses et sont assujettis aux risques.

Il est vivement recommandé aux lecteurs de bien prendre en compte ces facteurs lorsqu'ils évaluent les énoncés sur la vision d'avenir. À la lumière de ces hypothèses et risques, les activités prévues dans ces énoncés sur la vision d'avenir pourraient ou non se produire. Le Groupe d'entreprises ne peut pas garantir que les résultats et les activités prévus se réaliseront. Par conséquent, il est recommandé aux lecteurs de ne pas prendre ces énoncés pour des faits.

Les énoncés sur la vision d'avenir figurant dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et le rapport de gestion sont seulement pertinents à la date du présent rapport financier trimestriel; la Société ne prévoit pas mettre à jour publiquement ces énoncés pour tenir compte de nouveaux renseignements, d'activités futures, de changements de situation, ou de toute autre raison après cette date.

## 1 Résumé

### Aperçu du Groupe d'entreprises de Postes Canada et résumé du rendement financier

La Société canadienne des postes est l'une des plus grandes sociétés d'État fédérales et l'un des plus importants employeurs au Canada; à la fin de l'exercice 2011, elle comptait quelque 69 000 employés, directs ou indirects, par l'intermédiaire de ses filiales. Chaque année, nos employés livrent environ 10 milliards d'articles de courrier, de colis et de messages à plus de 15 millions d'adresses dans des régions urbaines, rurales et éloignées à l'échelle du pays. Le secteur Postes Canada exploite le plus vaste réseau de vente au détail au Canada, qui compte près de 6 500 bureaux de poste. Postes Canada, qui est devenue société d'État en 1981, rend compte au Parlement par l'intermédiaire du ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités. Son actionnaire unique est le gouvernement du Canada.

Aux termes de la *Loi sur la Société canadienne des postes*, la Société a la mission d'exploiter un service postal dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada, en offrant des services postaux de qualité à tous les Canadiens, dans les régions rurales et urbaines, qu'il s'agisse de particuliers ou d'entreprises, et ce, d'une manière sécurisée et financièrement autonome.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société canadienne des postes comprennent les comptes du Groupe d'entreprises. Postes Canada est le plus important secteur, ayant des revenus de 4,3 milliards de dollars pour les trois premiers trimestres de l'exercice 2012 (77 % du total des revenus cumulatifs annuels) et de 5,9 milliards de dollars pour l'exercice complet terminé en décembre 2011 (78 % du total des revenus). La Société gère ses activités consolidées et établit, par conséquent, ses secteurs opérationnels selon les entités juridiques. Trois secteurs opérationnels à présenter ont été identifiés : Postes Canada, Purolator et Logistique. Les autres secteurs opérationnels sont regroupés et leurs résultats sont présentés dans la catégorie « Autre ».

Le tableau qui suit présente le Plan d'entreprise du Groupe d'entreprises de Postes Canada pour 2012 :

(en millions de dollars)

**Plan de 2012**

#### Résultats consolidés

Produits opérationnels	7 865
Charges opérationnelles	7 793
Charges liées aux activités d'investissement et de financement	36
Résultat avant impôt	36

La substitution électronique, les pressions exercées par la concurrence et l'incertitude des marchés ont eu une incidence considérable sur notre rendement financier. Nous continuons à faire face à des défis financiers de taille en raison de nos obligations importantes au titre des prestations des régimes de retraite par rapport à nos revenus et à nos profits et des chutes importantes des volumes dans les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct. Sur une autre note, Postes Canada est heureuse d'avoir conclu des ententes de principe avec les deux unités de négociation du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). Cependant, il est difficile de déterminer si nous réaliserons les objectifs de notre plan en 2012 en raison des incertitudes qui persistent.

Nous continuons également à investir dans nos effectifs et nos systèmes en vue d'améliorer le rendement du service du réseau de livraison physique du secteur Postes Canada. Nous prenons des mesures pour défendre et renforcer nos secteurs de base du courrier et des colis et nous créons de nouvelles capacités dans le réseau de livraison numérique.

## Points saillants financiers

Pour le troisième trimestre terminé le 29 septembre 2012, le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat consolidé avant impôt de -75 millions de dollars, par rapport à un résultat de -163 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2011. Pour les trois premiers trimestres de 2012, la Société a enregistré un résultat avant impôt de -88 millions de dollars, par rapport à un résultat avant impôt de -159 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice 2011. Ces pertes découlent du mauvais rendement des revenus attribuable à divers facteurs, notamment la substitution électronique, les pressions exercées par les concurrents, le contexte économique incertain et l'érosion du volume de courrier. Les pertes affichées en 2011 sont plus élevées que celles subies en 2012, en raison de la décision rendue en matière d'équité salariale en 2011 et de l'arrêt de travail du secteur Postes Canada survenu en juin 2011.

Les produits du secteur Postes Canada ont diminué de 61 millions de dollars, soit 2,8 %, au troisième trimestre, et ils sont demeurés stables pour les trois premiers trimestres de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les produits cumulatifs de 2012 auraient affiché une baisse importante si les résultats étaient redressés pour tenir compte de l'arrêt de travail survenu en juin 2011, qui a entraîné une perte de revenus estimée à 173 millions de dollars pour les trois trimestres terminés le 1<sup>er</sup> octobre 2011. L'érosion du volume du courrier découlant de la substitution électronique continue de nuire aux produits. Les consommateurs, les entreprises et les gouvernements adoptent de plus en plus des solutions de livraison électronique selon les préférences des consommateurs ainsi que les efforts déployés par les entreprises et les gouvernements pour réduire leurs coûts. Nous entreprenons actuellement l'évolution technologique la plus importante de l'histoire des communications sur papier, ce qui cause le déclin accéléré des volumes de courrier.

Les résultats liés aux produits et aux volumes du secteur d'activité Courrier transactionnel de Postes Canada continuent à être touchés de façon négative par ce virage technologique. Pour le troisième trimestre de 2012, les produits du secteur ont baissé de 49 millions de dollars, soit 5,1 %, alors que les volumes de courrier ont chuté de 119 millions d'articles, soit 9,0 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Pour les trois premiers trimestres de 2012, les produits ont diminué de 80 millions de dollars, soit 3,4 %, et les volumes ont baissé de 207 millions d'articles, soit 5,9 %, par rapport à la période correspondante de 2011, et ce, malgré les majorations tarifaires de 2012 et la perte de revenus de 2011 causée par l'arrêt de travail de juin 2011.

Le secteur d'activité Marketing direct de Postes Canada a également éprouvé des difficultés, puisque ses produits ont diminué de 25 millions de dollars, soit 6,4 %, au troisième trimestre de 2012 et de 8 millions de dollars, soit 0,9 %, depuis le début de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les volumes ont aussi connu une baisse de 113 millions d'articles, soit 7,3 %, au troisième trimestre de 2012 et de 102 millions d'articles, soit 2,7 %, après les trois premiers trimestres. Les résultats globaux de 2012 auraient été bien pires si ce n'avait été de l'arrêt de travail de juin 2011, qui a entraîné des produits et des volumes inférieurs à la normale en 2011. Il était prévu que le secteur Marketing direct soit un secteur de croissance, mais ses volumes ont baissé de plus de 285 millions d'articles pour les trois premiers trimestres de 2012 par rapport à la période correspondante de 2010, cette situation étant attribuable aux clients commerciaux (surtout ceux dans les secteurs des télécommunications et de la vente au détail) qui réduisent leurs dépenses de marketing et qui font passer l'ensemble de leurs dépenses de marketing à d'autres canaux médiatiques.

Postes Canada poursuit énergiquement une stratégie de croissance liée aux colis en concentrant ses efforts sur le secteur à forte croissance du cybercommerce. Les résultats sont positifs à ce jour puisque les produits générés par le secteur des colis ont augmenté pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012, à raison respectivement de 5 millions de dollars, soit 3,4 %, et de 59 millions de dollars, soit 7 %. Les volumes de colis, qui sont légèrement plus élevés au troisième trimestre, ont augmenté de 7 millions d'articles, soit 6,8 %, après les trois premiers trimestres de 2012 par rapport aux périodes correspondantes de 2011. La croissance continue du secteur des colis est essentielle au succès futur de Postes Canada, et il est impératif que nous diminuions nos coûts afin de demeurer concurrentiels en matière de prix dans ce secteur hautement concurrentiel de l'industrie des services de colis.

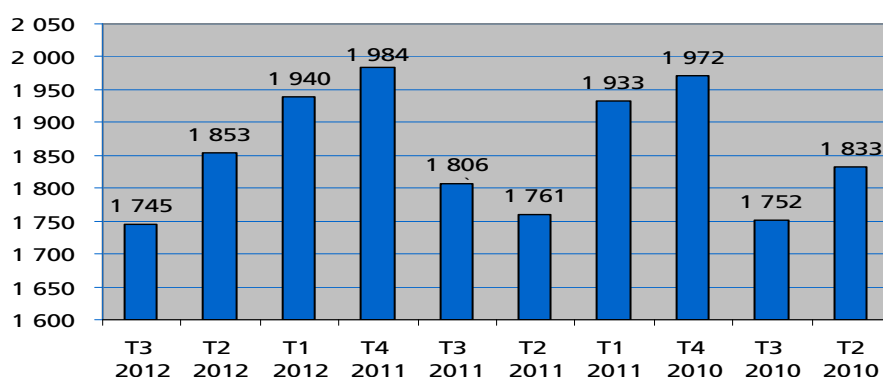
Il incombe à Postes Canada, à titre de répondante des régimes de retraite, de verser les cotisations pour services rendus aux régimes de retraite ainsi que les cotisations spéciales nécessaires pour combler toute insuffisance de capitalisation. Les obligations importantes au titre des prestations des régimes, en raison de leur taille par rapport aux revenus et aux profits, ont créé des pressions sur le rendement financier et les ressources de trésorerie de la Société. Pour le troisième trimestre de 2012, des pertes actuarielles se chiffrent à 746 millions de

dollars, après impôt, ont été enregistrées dans les autres éléments du résultat global en ce qui concerne le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes, diminuant ainsi davantage les capitaux propres du Groupe d'entreprises, dont le résultat se chiffre à -3,4 milliards de dollars au 29 septembre 2012. L'instabilité des marchés a continué d'avoir des répercussions négatives sur les régimes de retraite du Groupe d'entreprises, provoquant ainsi une réévaluation des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme.

Les diagrammes suivants illustrent les résultats consolidés de la Société pour les dix derniers trimestres. Les résultats pour les deuxième et troisième trimestres de 2010 sont également indiqués aux fins de comparaison, étant donné que les chiffres des deuxième et troisième trimestres de 2011 ne sont pas considérés comme représentatifs puisqu'ils ont été grandement touchés par l'arrêt de travail de juin 2011. Les volumes des opérations consolidées de la Société varient au cours d'un même exercice, les pics de demande de services ayant lieu pendant la période des Fêtes au cours du quatrième trimestre. Les volumes baissent habituellement de manière constante au cours des trimestres qui suivent, les creux se produisant pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les coûts fixes importants de la Société ne varient pas à court terme en fonction de ces changements de la demande relative à ses services.

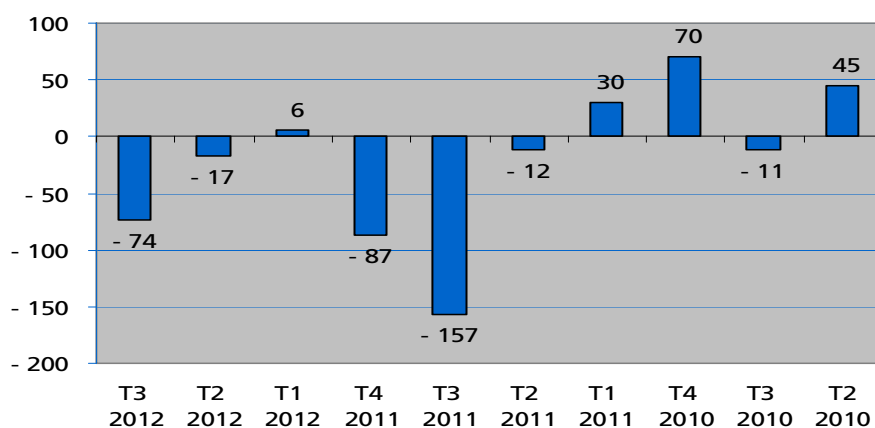
### Produits opérationnels consolidés trimestriels

(en millions de dollars)



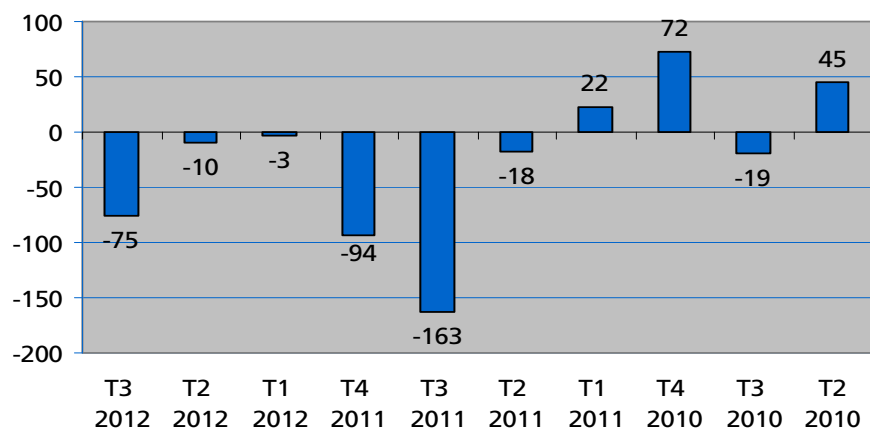
### Résultat opérationnel consolidé trimestriel

(en millions de dollars)



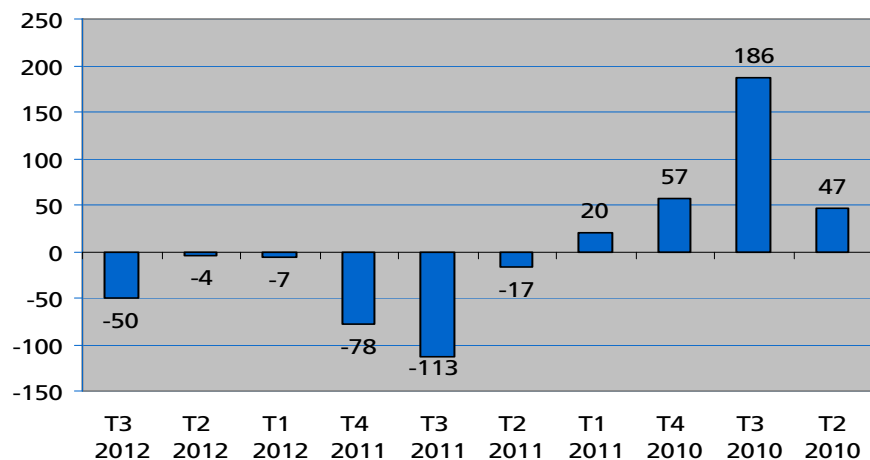
### Résultat consolidé trimestriel avant impôt

(en millions de dollars)



### Résultat net consolidé trimestriel

(en millions de dollars)





Le tableau qui suit présente le rendement consolidé de la Société pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le				Explication du changement
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	Change-ment	%	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	Change-ment	%	
État consolidé du résultat global									Points saillants de la section 8 – Revue des activités opérationnelles à la page 20
Produits opérationnels	1 745	1 806	(61)	(1,9) %*	5 538	5 500	38	0,7 %*	La baisse affichée au troisième trimestre est en grande partie causée par l'érosion importante des volumes dans les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct du secteur Postes Canada découlant de la substitution électronique, des pressions exercées par la concurrence et d'une incertitude économique. L'amélioration observée au cours des trois premiers trimestres de 2012 est principalement attribuable à l'arrêt de travail de 2011 qui a eu une incidence négative sur les produits de 2011 du secteur Postes Canada.
Charges opérationnelles	1 819	1 963	(144)	(7,4) %	5 623	5 639	(16)	(0,3) %	La diminution enregistrée au troisième trimestre est en grande partie attribuable à la décision rendue par la Cour suprême en matière d'équité salariale en 2011. Pour les trois premiers trimestres, la baisse découle de la décision en matière d'équité salariale, partiellement contrée par l'augmentation des coûts liés à la main-d'œuvre dans le secteur Postes Canada en raison de l'arrêt de travail de juin 2011, puisqu'aucune économie n'a été réalisée en raison d'arrêts de travail en 2012.
Résultat avant impôt	(75)	(163)	88	54,0 %	(88)	(159)	71	44,9 %	
Résultat net	(50)	(113)	63	56,6 %	(61)	(110)	49	45,1 %	
Résultat global	(988)	(1 748)	760	43,5 %	(1 756)	(1 746)	(10)	(0,6) %	Des pertes actuarielles ont été enregistrées au cours des trois trimestres de 2012 en raison de la réévaluation des régimes à prestations définies et des autres avantages postérieurs à l'emploi. Les fluctuations des rendements des placements des régimes de retraite et la baisse du taux d'actualisation ont eu des répercussions négatives sur les régimes de retraite du Groupe d'entreprises.
État consolidé des flux de trésorerie									Points saillants de la section 6 – Liquidités et ressources en capital à la page 13
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles	25	332	(307)	(92,4) %	57	(46)	103	224,6 %	L'écart de trésorerie négatif au troisième trimestre est en grande partie attribuable à une augmentation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et à une baisse des impôts reçus. L'écart de trésorerie cumulatif positif s'explique principalement par une réduction des paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme en partie contrée par une baisse des impôts reçus.
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(117)	(127)	10	8,5 %	(74)	(46)	(28)	(60,0) %	Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué au cours du troisième trimestre en raison de la baisse des acquisitions nettes d'immobilisations. Pour les trois premiers trimestres, la hausse des sorties liées aux activités d'investissement s'explique principalement par une augmentation des acquisitions nettes d'immobilisations et d'entreprises.
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(5)	(3)	(2)	(57,5) %	(14)	(11)	(3)	(21,7) %	Aucun changement important n'a été noté.

\* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

## Changements significatifs et développement commercial

Le 5 octobre 2012, Postes Canada a conclu deux ententes de principe avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). Le premier accord vise l'unité de négociation de l'exploitation urbaine, tandis que le second vise l'unité de négociation représentant les factrices et facteurs ruraux et suburbains. Le STTP représente environ 53 000 employés de Postes Canada. Les employés des deux unités de négociation voteront pour leur entente de principe respective, et les résultats de ratification devraient être connus en décembre. Si les ententes sont ratifiées, cela signifie que des conventions collectives seraient en vigueur jusqu'au 31 janvier 2016, en ce qui concerne les employés de l'exploitation urbaine, et jusqu'au 31 décembre 2015, en ce qui concerne les factrices et facteurs ruraux et suburbains. Ainsi, Postes Canada et ses employés pourraient se concentrer sur le besoin urgent de transformer l'entreprise afin de relever avec succès les défis que présente l'économie numérique.

Le 27 septembre 2012, Postes Canada et l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) ont entamé le procédé de négociation d'une nouvelle convention collective, puisque la convention précédente a pris fin le 31 août 2012. Postes Canada a présenté des propositions à l'AFPC, mais une entente n'a pas encore été conclue.

## 2 Activités de base et stratégie

### *Examen des activités et de la stratégie de nos secteurs de base*

À l'échelle mondiale, l'industrie postale doit relever des défis sans précédent attribuables aux volumes de courrier à la baisse, à la concurrence accrue de divers autres fournisseurs de services ainsi qu'à l'incertitude économique qui persiste. L'accélération du déclin des volumes de lettres est maintenant perçue comme un changement structurel, aiguillonné par un virage technologique, et nous nous attendons à ce qu'à l'avenir, les volumes connaissent une chute pouvant représenter jusqu'à 50 % des niveaux records déjà atteints. En réponse, les administrations postales ont mis en place des mesures rigoureuses pour réduire les coûts ainsi que des stratégies de croissance mettant davantage l'accent sur le marketing direct, l'analyse des données et les solutions numériques comme sources potentielles de revenus supplémentaires.

Au Canada, ces mêmes défis continuent d'entraver la capacité de financer les changements structurels nécessaires à la création d'un modèle d'entreprise viable pour l'avenir.

Nos activités de base et notre stratégie sont décrites à la section 2 – Activités de base et stratégie du Rapport de gestion annuel de 2011. Aucun changement important n'a été apporté aux stratégies au cours du troisième trimestre de 2012. Nous continuons à concentrer nos efforts dans deux principaux secteurs afin de réaliser notre vision de devenir un chef de file pour l'offre de solutions novatrices en matière de livraison physique et numérique à l'avantage de nos clients, de nos employés et de tous les Canadiens :

1. Transformation des opérations pour surmonter les problèmes de coûts structurels et pour améliorer notre compétitivité.
2. Recherche d'occasions de croissance fondées sur nos principaux actifs et capacités, ou les complétant.

### 3 Facteurs de rendement clés

#### *Examen des facteurs clés de notre rendement et de nos progrès par rapport aux objectifs de 2012*

Le secteur Postes Canada utilise des fiches de pointage du rendement pour évaluer les progrès de la Société par rapport à ses objectifs stratégiques, et pour fournir à la direction un aperçu détaillé du rendement de la Société.

Comme il est indiqué à la section 2.3 – Notre stratégie et nos priorités stratégiques du Rapport de gestion annuel de 2011, les priorités stratégiques de Postes Canada portent sur la transformation des opérations pour surmonter les problèmes de coûts structurels et pour améliorer notre compétitivité, ainsi que la recherche d'occasions de croissance fondées sur nos principaux actifs et capacités, ou les complétant. À cet égard, Postes Canada a élaboré un certain nombre de mesures de rendement clés qui respectent et évaluent ses progrès vers l'atteinte de ses priorités stratégiques. En plus d'assurer le respect des impératifs financiers et de ceux liés au rendement des services et de veiller à la sécurité de nos employés, ces mesures de rendement comprennent les éléments suivants :

- Optimiser la valeur du courrier en générant plus de revenus provenant des produits destinés aux consommateurs, tirer davantage profit du réseau de vente au détail et retirer une plus grande valeur du courrier.
- Assurer une plus grande concurrence dans le cybercommerce en élaborant une gamme de produits désirés pour servir ce marché, percer de nouveaux marchés et favoriser un leadership en matière de coûts.
- Mettre davantage l'accent sur les produits numériques en améliorant le rendement des canaux en ligne, dynamiser et faire croître le service postal<sup>MC</sup>, et commercialiser et faire croître les offres de données.
- Atteindre l'excellence opérationnelle en améliorant la qualité de nos services et en contrôlant nos coûts, en mettant en œuvre la Transformation postale à temps et selon le budget établi, en améliorant l'expérience des clients, en cherchant à apporter des changements au modèle de coûts liés à la main-d'œuvre, en restructurant les systèmes d'information et de technologie de l'information et en tirant profit des forces respectives de toutes les entreprises membres du Groupe d'entreprises.

Les résultats sur le rendement de 2012 seront mis à jour à la fin de l'exercice et feront partie du Rapport de gestion annuel de 2012.

## 4 Capacités

*Examen des enjeux qui ont une incidence sur notre capacité à exécuter les stratégies, à gérer les facteurs de rendement clés et à produire des résultats*

La section 4 – Capacités du Rapport de gestion annuel de 2011 présente une discussion relative à ces sujets. Des mises à jour sont fournies ci-après.

### 4.1 Relations du travail

Le nombre d'employés visés par une convention collective au 31 décembre 2011 et différentes activités de négociation sont résumés à la section 4.3 – Relations du travail du Rapport de gestion annuel de 2011 ainsi que dans le Rapport de gestion du premier trimestre de 2012 et le Rapport de gestion du deuxième trimestre de 2012. Une mise à jour des activités de négociation collective par secteur est présentée ci-après.

#### Secteur Postes Canada

Le troisième trimestre de 2012 s'est avéré occupé pour les négociations collectives à Postes Canada. Deux ententes de principe ont été conclues avec le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP). Le premier accord vise l'unité de négociation de l'exploitation urbaine, qui représente les employés des établissements et de la vente au détail, les facteurs et les courriers des services postaux dans les régions urbaines du Canada. La seconde entente de principe vise l'unité de négociation des factrices et facteurs ruraux et suburbains (FFRS). De plus, des négociations ont été entamées avec l'Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC).

De plus, il y a eu de nouveaux développements concernant le procédé de mise en œuvre pour le paiement des montants dus à la suite de la décision rendue par la Cour suprême du Canada (la Cour) à l'égard de la plainte en matière d'équité salariale déposée par l'AFPC. En novembre 2011, la Cour a rendu une décision favorable à l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC) et à la Commission canadienne des droits de la personne à l'égard de la plainte en matière d'équité salariale déposée par l'AFPC contre Postes Canada et visant les années 1982 à 2002. Elle ordonnait à la Société de verser le paiement de l'écart salarial établi réduit de 50 %. Après plusieurs réunions avec l'AFPC, les parties se sont mises d'accord en principe sur la quasi-totalité des aspects du procédé de mise en œuvre. En juillet 2012, l'AFPC a demandé au Tribunal canadien des droits de la personne de rendre une décision sur les autres questions. Cependant, le 11 octobre 2012, l'AFPC a retiré la demande qu'elle avait déposée auprès du Tribunal et a indiqué qu'elle poursuivrait la mise à exécution en s'adressant à la Cour fédérale.

#### STTP

Comme l'indique le Rapport de gestion annuel de 2011, Postes Canada a connu un arrêt de travail en juin 2011, ce qui a mené à l'adoption d'une loi de retour au travail. La loi stipule qu'un arbitre doit être nommé pour la sélection de l'offre finale et que cet arbitre doit rendre sa décision dans les 90 jours suivant sa nomination. Les modalités de la convention collective précédente s'appliquent jusqu'à ce que le procédé d'arbitrage soit terminé et qu'une nouvelle convention collective entre en vigueur.

Depuis l'adoption de la loi en juin 2011, le STTP a contesté devant les tribunaux judiciaires la nomination de deux arbitres par la ministre du Travail. Dans les deux cas, la Cour fédérale a donné raison au STTP.

Alors que le procédé d'arbitrage était en suspens et dans le but d'avancer vers une convention collective négociée, Postes Canada a présenté une nouvelle offre au STTP le 19 juillet 2012, qui tient compte des nouvelles réalités économiques de la Société. À la fin août 2012, les parties ont repris les négociations collectives et, le 5 octobre 2012, elles ont conclu une entente de principe. L'entente comporte un nouveau salaire initial plus bas et une nouvelle méthode de calcul des prestations de retraite pour les employés embauchés à l'avenir. Les employés représentés par le STTP seront admissibles au même Programme d'assurance-invalidité de courte durée (PAICD) mis en œuvre pour d'autres unités de négociation de Postes Canada. L'accord préliminaire comprend une deuxième convention collective d'un an, en vigueur du 1<sup>er</sup> février 2015 au 31 janvier 2016. Les résultats de ratification devraient être connus en décembre. Si l'entente n'est pas ratifiée, le procédé de sélection de l'offre finale se poursuivra.

## **STTP-FFRS**

La convention collective de huit ans établie entre Postes Canada et le STTP-FFRS a pris fin le 31 décembre 2011. Les négociations relatives à la nouvelle convention collective ont été entamées en novembre 2011, et les parties ont conclu une entente de principe le 5 octobre 2012. Cette convention collective de quatre ans comprend l'amélioration des salaires et des avantages. Les résultats de ratification devraient être connus en décembre. Si l'entente n'est pas ratifiée, le procédé de négociation reprendra.

## **Alliance de la Fonction publique du Canada/Syndicat des employés des postes et communications (AFPC/SEPC)**

La convention collective conclue avec l'AFPC/SEPC a pris fin le 31 août 2012. Les négociations ont été entamées le 27 septembre 2012. La Société demeure résolue à conclure une entente négociée. L'AFPC/SEPC représente deux groupes d'employés : les employés de la catégorie administrative, y compris ceux affectés aux centres d'appels, au travail de bureau, au service de la paie et au contrôle de la production et rapports, ainsi que les employés de la catégorie technique des groupes Finances et Ingénierie.

Au cours du troisième trimestre de 2012, il n'y a pas eu de nouveaux développements importants dans les activités en matière de relations du travail pour l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA) et l'Association des officiers des postes du Canada (AOPC).

## **Secteur Purolator**

Les conventions collectives conclues avec diverses sections locales des Teamsters, représentant les employés de bureau et administratifs horaires, ainsi que le Syndicat des employés des postes et communications associé à l'Alliance de la Fonction publique du Canada, prennent fin le 31 décembre 2012. Les séances de négociation initiales avec un certain nombre de syndicats devraient être entreprises au quatrième trimestre de 2012. Il n'y a pas eu d'autres nouveaux développements en matière de relations du travail au cours du troisième trimestre de 2012.

## **Secteur Logistique – SCI**

Il n'y a pas eu de nouveaux développements en matière de relations du travail au cours du troisième trimestre de 2012.

## **4.2 Contrôles et procédures internes**

### **Changements apportés aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière**

Au cours du troisième trimestre de 2012, aucun changement apporté aux contrôles internes à l'égard de la présentation de l'information financière n'a eu une incidence importante ou ne pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes du Groupe d'entreprises à l'égard de la présentation de l'information financière.

## 5 Risques et gestion des risques

*Examen des principaux risques et incertitudes propres à nos activités et de notre approche pour gérer les risques*

Les cadres de Postes Canada prennent en considération les risques et les possibilités à tous les niveaux de prise de décision. Une approche rigoureuse portant sur la gestion du risque de l'entreprise (GRE) a été mise en œuvre au sein de la Société. Les risques du secteur Postes Canada sont décrits à la section 5.2 – Risques stratégiques et à la section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2011, et mis à jour dans le Rapport de gestion du premier trimestre et du deuxième trimestre de 2012. Les mises à jour relatives à ces risques pour le troisième trimestre de 2012 sont présentées ci-après.

### 5.1 Risques stratégiques

#### Négociations collectives

Le 5 octobre 2012, Postes Canada a conclu des ententes de principe avec les unités de négociation de l'exploitation urbaine et des factrices et facteurs ruraux du STTP représentant environ 53 000 employés. Un vote de ratification pour ces accords sera tenu d'ici le 19 décembre 2012. Une ratification réussie offrira à la Société un point de départ stable à partir duquel elle pourra commencer à mettre en œuvre les changements nécessaires pour s'adapter à l'évolution de l'environnement commercial.

#### Incertitude économique

Les principales tendances demeurent défavorables pour une reprise de l'économie mondiale. Le niveau de confiance plus bas des entreprises, attribuable à la récession qui a frappé la plupart des pays européens, a commencé à toucher les économies d'échelle plus importante, notamment celle de la France et de l'Allemagne, ainsi que celle des États-Unis. La croissance plus lente des grandes économies émergentes (Brésil, Inde et Chine) a réduit la demande de biens et de services, ce qui s'est traduit en ralentissements de la production en Europe et en Amérique du Nord. Les effets de la réduction de la demande mondiale se font même ressentir sur les économies fondamentalement solides.

L'économie du Canada a connu une légère hausse d'un peu moins de 2 % pour trois trimestres consécutifs, et la croissance annuelle pour 2012 devrait se chiffrer aux alentours de 2 %. Une certaine reprise est prévue plus tard en 2013. La valeur élevée du dollar canadien a un effet modérateur sur la demande en exportations canadiennes, ce qui contribue aux taux de croissance faibles. L'inflation et l'inflation sous-jacente continuent à enregistrer des données inférieures au taux cible de 2 %, et de faibles taux d'intérêt semblent probables dans un avenir prévisible. Des compressions budgétaires au sein des gouvernements et à l'échelle du pays continuent à réduire la demande intérieure en matière de biens et de services, et nuisent à la capacité de Postes Canada à générer une croissance des revenus continue. Le caractère incertain d'une reprise économique est un facteur principal ayant contribué au rythme de l'érosion du volume de courrier, surtout pour le groupe des produits Marketing direct. Bien que les volumes de colis aient augmenté en 2012 en raison de la croissance du cybercommerce, le maintien de cette croissance dans le contexte économique actuel nécessitera un certain contrôle des coûts afin de demeurer concurrentiels en matière de prix.

### 5.2 Risques opérationnels

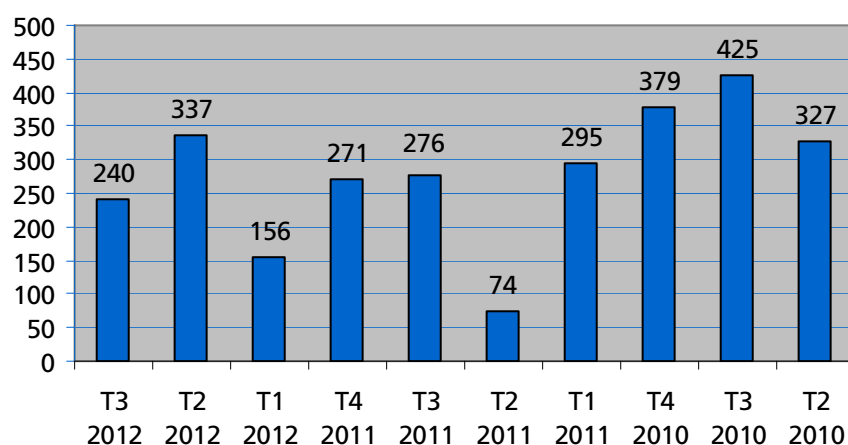
Aucune modification importante n'a été apportée aux risques opérationnels énoncés à la section 5.3 – Risques opérationnels du Rapport de gestion annuel de 2011. Ces risques sont liés notamment à la qualité du service, à la santé et à la sécurité du personnel, à la sécurité et à la protection des renseignements personnels, à la continuité des activités, à l'attrition, à la viabilité environnementale et aux risques juridiques.

## 6 Liquidités et ressources en capital

Examen de nos flux de trésorerie, de nos liquidités et de nos ressources en capital

### 6.1 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions de dollars)



Le Groupe d'entreprises disposait de 240 millions de dollars au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie le 29 septembre 2012, soit une baisse de 31 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2011. Cette diminution s'explique principalement par des acquisitions nettes d'immobilisations et d'entreprises de 395 millions de dollars et des paiements au titre de contrats de location-acquisition s'élevant à 13 millions de dollars, et est en partie contrée par des entrées de trésorerie de 57 millions de dollars liées aux activités opérationnelles et de 321 millions de dollars provenant de la vente nette de titres réservés et de titres à court terme.

### 6.2 Activités opérationnelles

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			Période de 39 semaines close le		
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles	25	332	(307)	57	(46)	103

Les entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles du troisième trimestre de 2012 ont baissé de 307 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cet écart de trésorerie est principalement attribuable à une variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles se chiffrant à 340 millions de dollars et à la baisse de 75 millions de dollars des impôts reçus. Ces éléments ont été en partie contrés par une amélioration du résultat net au troisième trimestre de 2012. Pour les trois premiers trimestres de 2012, l'augmentation de 103 millions de dollars du flux de trésorerie positif par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent est principalement attribuable à une baisse des paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme se chiffrant à 159 millions de dollars. La diminution des paiements est principalement attribuable au recours aux règlements gouvernementaux appuyant l'allègement des cotisations spéciales de solvabilité versées pour le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes, mesure ayant été mise en place au cours du troisième trimestre de 2011. Cette mesure a été en partie contrée par une baisse des impôts reçus pour les trois premiers trimestres de 2012 se chiffrant à 79 millions de dollars.

## 6.3 Activités d'investissement

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			Période de 39 semaines close le		
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(117)	(127)	10	(74)	(46)	(28)

Les sorties liées aux activités d'investissement ont diminué de 10 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012, ce qui s'explique principalement par la baisse de 16 millions de dollars en acquisitions nettes d'immobilisations, en partie contrée par une réduction de 6 millions de dollars en revenus découlant de la vente de placements à court terme. Pour les trois premiers trimestres de 2012, les sorties liées aux activités d'investissement ont augmenté de 28 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par une augmentation des acquisitions nettes d'immobilisations et d'entreprises de l'ordre de 54 millions de dollars, cette situation étant contrée par une augmentation de 26 millions de dollars en revenus nets découlant de la vente de placements à court terme.

### Acquisitions d'immobilisations

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			Période de 39 semaines close le		
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment
Postes Canada	154	150	4	401	326	75
Purolator	10	18	(8)	26	24	2
Logistique	1	1	(0)	3	3	0
Éléments intersectoriels et consolidés	(1)	0	(1)	(1)	(3)	2
<b>Groupe d'entreprises de Postes Canada</b>	<b>164</b>	<b>169</b>	<b>(5)</b>	<b>429</b>	<b>350</b>	<b>79</b>

Les acquisitions d'immobilisations du Groupe d'entreprises de Postes Canada ont baissé légèrement au cours du troisième trimestre, mais elles ont enregistré une hausse de 79 millions de dollars pour l'ensemble des trois premiers trimestres de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse globale est principalement attribuable à l'augmentation des dépenses relatives au Programme de transformation postale.

## 6.4 Activités de financement

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le			Période de 39 semaines close le		
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(5)	(3)	(2)	(14)	(11)	(3)

Il n'y a pas eu de changement important dans les activités de financement au cours du troisième trimestre et des trois premiers trimestres de 2012 par rapport aux périodes correspondantes de 2011.



## 6.5 Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes (le Régime) est l'un des plus importants à entreprise unique au Canada; la valeur marchande de son actif dépasse 16 milliards de dollars. Les effets du Régime sur les liquidités sont décrits à la section 6.5 – Régime de retraite de Postes Canada du Rapport de gestion annuel de 2011 et dans le Rapport de gestion du premier trimestre et du deuxième trimestre de 2012. La mise à jour de cette section est fournie ci-dessous.

Le 29 juin 2012, Postes Canada a déposé une évaluation actuarielle du Régime au 31 décembre 2011 auprès de l'autorité fédérale de réglementation des régimes de retraite, le Bureau du surintendant des institutions financières. L'évaluation actuarielle au 31 décembre 2011 a indiqué un déficit sur le plan de la continuité devant être capitalisé de 404 millions de dollars et un déficit sur le plan de la solvabilité devant être capitalisé de 4,7 milliards de dollars<sup>1</sup> (ratio moyen de solvabilité sur trois ans) avant toute mesure d'allègement.

À titre de répondante du Régime, Postes Canada est responsable de financer tout manque de fonds du Régime. Elle est aussi tenue de verser des cotisations spéciales pour couvrir les déficits sur le plan de la continuité ou sur le plan de la solvabilité, ou sur les deux plans, sur des périodes précises. Les cotisations spéciales de l'employeur pour les trois premiers trimestres de 2012 se chiffrent à 48 millions de dollars, par rapport aux 216 millions de dollars versés aux trois premiers trimestres de 2011. L'écart sur 12 mois est principalement attribuable aux mesures d'allègement des cotisations spéciales de solvabilité.

Tel qu'il est indiqué dans le Rapport de gestion annuel de 2011 et dans le Rapport de gestion du deuxième trimestre de 2012, les changements apportés à la législation s'appliquant aux régimes de retraite offrent aux sociétés d'État un allègement de capitalisation en matière de cotisations spéciales de solvabilité si certaines conditions sont respectées. Postes Canada s'est déjà prévalu de mesures d'allègement pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 30 juin 2012, et en août 2012, le ministre des Finances et le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités ont convenu de prolonger l'allègement de la capitalisation jusqu'au 30 juin 2013. Le montant total des réductions des cotisations de solvabilité d'ici le 31 décembre 2012 s'élèvera à environ 1,3 milliard de dollars.

Les cotisations pour services rendus représentent respectivement 63 millions de dollars et 224 millions de dollars pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012, comparativement aux montants de 74 millions de dollars et de 224 millions de dollars pour les périodes correspondantes en 2011. L'estimation des cotisations pour services rendus pour l'exercice 2012 est d'environ 323 millions de dollars. Le gouvernement fédéral a récemment présenté le projet de loi C-45 qui prévoit des changements aux régimes de pension de la fonction publique, notamment celui de relever le plafond de la part de l'employé dans les coûts des prestations pour services courants qui passera de 40 % à 50 %. Une fois que la loi aura été adoptée, Postes Canada a aussi l'intention de partager le coût pour services rendus avec les employés à parts égales (proportion de 50-50).

Pour le troisième trimestre de 2012, Postes Canada, qui est la répondante du Régime, a enregistré des pertes actuarielles se chiffrant à 746 millions de dollars, après impôt, dans les autres éléments du résultat global, diminuant ainsi davantage les capitaux propres de la Société, dont le résultat est négatif.

---

<sup>1</sup> Le déficit de solvabilité calculé en fonction de la valeur marchande se chiffre à 6,6 milliards de dollars au 31 décembre 2011.

## 6.6 Liquidités et ressources en capital

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada gère des capitaux composés des éléments suivants : prêts et emprunts, autres passifs (non courants) et capitaux du Canada. Cet aperçu du capital est utilisé par la direction et pourrait ne pas être comparable aux définitions utilisées par les autres organisations postales ou entreprises publiques. En matière de gestion du capital, les objectifs de la Société sont les suivants : assurer des liquidités suffisantes pour pouvoir s'acquitter de ses obligations financières et soutenir la réalisation des plans d'exploitation et stratégique; maintenir sa capacité financière et son accès à des facilités de crédit pour financer le développement futur de l'entreprise.

### Liquidités

Au cours du troisième trimestre de 2012, les fonds accumulés et les marges de crédit accessibles immédiatement ont fourni les liquidités requises par le Groupe d'entreprises de Postes Canada pour soutenir ses obligations financières et financer ses exigences en matière de capital ainsi que ses exigences stratégiques. Le secteur Postes Canada avait 628 millions de dollars de placements liquides illimités, disponibles au 29 septembre 2012, et 250 millions de dollars de marges de crédit établies en vertu de son autorisation d'emprunt à court terme approuvée par le ministre des Finances.

Le secteur Postes Canada estime détenir des liquidités suffisantes pour soutenir ses opérations pour les 12 prochains mois, y compris les ressources financières adéquates pour composer avec des fluctuations de fonds de roulement, des changements négatifs dans les résultats de l'entreprise ou des dépenses non prévues. Cet avis est, en partie, basé sur l'attente suivante: 1) son autorisation d'emprunt à court terme de 250 millions de dollars qui prend fin le 31 décembre 2012 sera renouvelée par le gouvernement du Canada à un niveau supérieur approprié jusqu'au 31 décembre 2013; 2) son accord conclu avec le gouvernement du Canada en vertu de la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*, qui permet à la Société de réduire ses cotisations spéciales de solvabilité, sera renouvelé.

Les filiales de la Société disposaient au total de 116 millions de dollars d'encaisse non affectée et de facilités de crédit disponibles se chiffrant à 138 millions de dollars en date du 29 septembre 2012, ce qui leur assure des liquidités suffisantes pour soutenir leurs opérations pour les 12 prochains mois.

### Accès aux marchés financiers

Conformément à la *Loi sur la Société canadienne des postes*, le secteur Postes Canada peut emprunter jusqu'à 500 millions de dollars au Trésor du gouvernement du Canada. En vertu de la *Loi de crédits n° 4 pour 2009-2010*, qui a reçu la sanction royale le 15 décembre 2009, les emprunts à un organisme autre que le Trésor du gouvernement du Canada sont limités à 2,5 milliards de dollars. Le montant global d'emprunt autorisé comprend une somme maximale de 250 millions de dollars pouvant être utilisée pour la gestion de la trésorerie sous la forme d'emprunts à court terme.

Au 29 septembre 2012, les emprunts du secteur Postes Canada et ceux des filiales de la Société se chiffrent respectivement à 1 057 millions de dollars et à 61 millions de dollars. Pour en savoir plus au sujet des liquidités et de l'accès aux marchés financiers, consulter la section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2011 ainsi que les mises à jour présentées dans le Rapport de gestion du premier trimestre et du deuxième trimestre de 2012.

### Dividendes

Pour en savoir plus sur notre politique de dividende, consulter la section 6.6 – Liquidités et ressources en capital du Rapport de gestion annuel de 2011.

## 6.7 Risques liés aux instruments financiers

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada utilise un éventail d'instruments financiers pour mener à bien les activités décrites à la section 6.7 – Risques liés aux instruments financiers du Rapport de gestion annuel de 2011.

### Risque de marché

Le risque de marché est le risque de voir fluctuer la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier en raison des variations de facteurs de marché externes, comme les taux d'intérêt, les cours du change et le prix des marchandises. Au cours des trois premiers trimestres, la Société a poursuivi la mise en œuvre de son programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères. Elle a également instauré un programme de couverture économique pour réduire son exposition aux risques liés aux ventes libellées en droits de tirage spéciaux (DTS) prévues en 2012. Ces contrats à terme ne sont pas désignés en tant qu'instruments de couverture aux fins de la comptabilité de couverture. Pour en savoir plus au sujet du risque de change, se reporter à la note 11, Risque de change, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012. Aucun autre changement important n'a été apporté au risque de marché au cours des trois premiers trimestres de 2012.

### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière dû à l'incapacité d'une contrepartie à respecter ses obligations contractuelles. Le risque de crédit provient des placements dans des sociétés et des institutions financières, ainsi que du crédit consenti aux clients grossistes et commerciaux, y compris les comptes débiteurs non réglés. Les ventes aux consommateurs sont réglées en argent comptant ou à l'aide de cartes de crédit reconnues. Aucun changement important n'a été apporté au risque de crédit au cours des trois premiers trimestres de 2012.

### Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité est le risque que court le Groupe d'entreprises de ne pas être en mesure de s'acquitter de ses obligations financières lorsqu'elles sont exigibles. Le risque d'illiquidité est géré en constituant des réserves de liquidités suffisantes, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant continuellement les flux de trésorerie prévus et réels et en appariant les profils d'échéance des actifs et des passifs financiers. Aucun changement important n'a été apporté au risque d'illiquidité au cours des trois premiers trimestres de 2012.

## 6.8 Obligations contractuelles et engagements

Les obligations contractuelles et les engagements sont expliqués à la section 6.8 – Obligations contractuelles et engagements du Rapport de gestion annuel de 2011. Aucun changement important n'a été apporté aux obligations contractuelles et aux engagements au cours des trois premiers trimestres de 2012.

## 6.9 Transactions entre parties liées

La Société exécute différentes transactions avec des parties liées, tant dans le cours normal de ses activités commerciales que dans le but d'appuyer les politiques publiques du gouvernement du Canada. Ces transactions ne diffèrent pas de façon importante de celles qui ont été déclarées à la section 6.9 – Transactions entre parties liées au Rapport de gestion annuel de 2011. Pour obtenir plus de renseignements sur les transactions effectuées entre parties liées, se reporter à la note 12, Transactions entre parties liées, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012.

## 6.10 Passifs éventuels

Les éléments de passif éventuel sont décrits à la note 8, Passifs éventuels, afférente aux états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012.

## 7 Évolution de la situation financière

Examen des changements importants en matière d'actifs et de passifs entre le 29 septembre 2012 et le 31 décembre 2011

(en millions de dollars)

ACTIF	29 sept. 2012	31 déc. 2011	Change- ment	%	Explication du changement
Trésorerie et équivalents de trésorerie	240	271	(31)	(11,3) %	Consulter la section 6 – Liquidités et ressources en capital à la page 13.
Titres négociables	504	842	(338)	(40,1) %	L'écart est principalement attribuable à la réduction des titres à court terme pour payer les acquisitions d'immobilisations du secteur Postes Canada.
Clients et autres débiteurs	622	662	(40)	(6,1) %	L'écart est principalement attribuable à la diminution des comptes clients pour les secteurs Postes Canada et Purolator qui tient compte du caractère saisonnier des activités, les ventes les plus élevées se produisant en décembre.
Impôt à recevoir	11	56	(45)	(80,3) %	L'écart est principalement attribuable à la réception de remboursements prévus pour le secteur Postes Canada.
Autres actifs	101	115	(14)	(12,4) %	L'écart est principalement attribuable à la disposition d'immobilisations détenues en vue de la vente.
<b>Total des actifs courants</b>	<b>1 478</b>	<b>1 946</b>	<b>(468)</b>	<b>(24,0) %</b>	
Immobilisations corporelles	2 602	2 379	223	9,3 %	L'écart est principalement attribuable aux acquisitions nettes d'immobilisations du secteur Postes Canada.
Immobilisations incorporelles	149	165	(16)	(9,3) %	L'écart est principalement attribuable à l'amortissement des biens logiciels dépassant les acquisitions.
Titres réservés	581	553	28	5,2 %	L'écart est principalement attribuable aux produits d'intérêts et aux profits latents.
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	75	93	(18)	(19,6) %	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles liées au secteur Postes Canada.
Actifs d'impôt différé	2 069	1 472	597	40,5 %	L'écart est principalement attribuable à l'augmentation des différences temporelles provenant des pertes actuarielles comptabilisées dans les autres éléments du résultat global pour les actifs au titre du Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes et des autres avantages postérieurs à l'emploi de Postes Canada.
Écart d'acquisition	130	125	5	4,3 %	L'augmentation est attribuable aux acquisitions pour le secteur Logistique.
Autres actifs	13	11	2	14,7 %	Aucun changement important n'a été noté.
<b>Total des actifs non courants</b>	<b>5 619</b>	<b>4 798</b>	<b>821</b>	<b>17,1 %</b>	
<b>Total de l'actif</b>	<b>7 097</b>	<b>6 744</b>	<b>353</b>	<b>5,2 %</b>	

(en millions de dollars)

<b>PASSIF ET CAPITAUX PROPRES</b>	<b>29 sept. 2012</b>	<b>31 déc. 2011</b>	<b>Change- ment</b>	<b>%</b>	<b>Explication du changement</b>
Fournisseurs et autres créditeurs	433	482	(49)	(10,1) %	L'écart est principalement attribuable aux versements des intérêts courus sur les obligations et à la diminution des taxes de vente à payer et des comptes fournisseurs pour le secteur Postes Canada.
Salaires et avantages à payer et provisions connexes	639	732	(93)	(12,6) %	L'écart est principalement attribuable à la baisse des remises de retenues sur la paie et des salaires et avantages à payer pour le secteur Postes Canada en raison du calendrier.
Provisions	85	75	10	13,4 %	L'écart est principalement attribuable à un changement dans les provisions liées à la main-d'œuvre.
Impôt à payer	1	2	(1)	(62,3) %	Aucun changement important n'a été noté.
Produits différés	107	129	(22)	(16,8) %	L'écart est attribuable à la réduction des produits différés au titre des produits philatéliques et des empreintes d'affranchissement en raison de la saison.
Prêts et emprunts	16	16	0	1,4 %	Aucun changement important n'a été noté.
Passifs au titre des autres avantages à long terme	86	86	–	– %	Aucun changement important n'a été noté.
<b>Total des passifs courants</b>	<b>1 367</b>	<b>1 522</b>	<b>(155)</b>	<b>(10,1) %</b>	
Prêts et emprunts	1 102	1 111	(9)	(0,8) %	Aucun changement important n'a été noté.
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	7 985	5 719	2 266	39,6 %	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles liées au secteur Postes Canada.
Passifs d'impôt différé	2	–	2	586,6 %	Aucun changement important n'a été noté.
Provisions	5	4	1	13,0 %	Aucun changement important n'a été noté.
Autres passifs	23	19	4	27,7 %	L'écart est principalement attribuable à des gains différés sur la vente d'actifs.
<b>Total des passifs non courants</b>	<b>9 117</b>	<b>6 853</b>	<b>2 264</b>	<b>33,0 %</b>	
<b>Total du passif</b>	<b>10 484</b>	<b>8 375</b>	<b>2 109</b>	<b>25,2 %</b>	
<b>Capitaux propres</b>					
Capital d'apport	1 155	1 155	–	– %	Aucun changement important n'a été noté.
Cumul des autres éléments du résultat global	55	45	10	20,4 %	L'écart est principalement attribuable aux profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente du secteur Postes Canada.
Déficit accumulé	(4 619)	(2 855)	(1 764)	(61,8) %	L'écart est principalement attribuable aux pertes actuarielles nettes en raison des réévaluations des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi.
<b>Capitaux du Canada</b>	<b>(3 409)</b>	<b>(1 655)</b>	<b>(1 754)</b>	<b>(106,0) %</b>	
Participations ne donnant pas le contrôle	22	24	(2)	(8,9) %	
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>(3 387)</b>	<b>(1 631)</b>	<b>(1 756)</b>	<b>(107,7) %</b>	
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>7 097</b>	<b>6 744</b>	<b>353</b>	<b>5,2 %</b>	

## 8 Revue des activités opérationnelles

Examen détaillé de notre rendement financier

### 8.1 Résumé des résultats trimestriels

#### Résultats consolidés par trimestre

(en millions de dollars)	T3 2012	T2 2012	T1 2012	T4 2011	T3 2011	T2 2011	T1 2011	T4 2010	T3 2010	T2 2010
Produits opérationnels	1 745	1 853	1 940	1 984	1 806	1 761	1 933	1 972	1 752	1 833
Charges opérationnelles	1 819	1 870	1 934	2 071	1 963	1 773	1 903	1 902	1 763	1 788
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(74)</b>	<b>(17)</b>	<b>6</b>	<b>(87)</b>	<b>(157)</b>	<b>(12)</b>	<b>30</b>	<b>70</b>	<b>(11)</b>	<b>45</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(1)	7	(9)	(7)	(6)	(6)	(8)	2	(8)	(0)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(75)</b>	<b>(10)</b>	<b>(3)</b>	<b>(94)</b>	<b>(163)</b>	<b>(18)</b>	<b>22</b>	<b>72</b>	<b>(19)</b>	<b>45</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(25)	(6)	4	(16)	(50)	(1)	2	15	(205)	(2)
<b>Résultat net</b>	<b>(50)</b>	<b>(4)</b>	<b>(7)</b>	<b>(78)</b>	<b>(113)</b>	<b>(17)</b>	<b>20</b>	<b>57</b>	<b>186</b>	<b>47</b>

### 8.2 Résultats opérationnels consolidés

#### Résultats consolidés pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change- ment	%	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change- ment	%
Produits opérationnels	1 745	1 806	(61)	(1,9) %*	5 538	5 500	38	0,7 %*
Charges opérationnelles	1 819	1 963	(144)	(7,4) %	5 623	5 639	(16)	(0,3) %
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(74)</b>	<b>(157)</b>	<b>83</b>	<b>53,3 %</b>	<b>(85)</b>	<b>(139)</b>	<b>54</b>	<b>39,5 %</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(1)	(6)	5	74,6 %	(3)	(20)	17	84,1 %
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(75)</b>	<b>(163)</b>	<b>88</b>	<b>54,0 %</b>	<b>(88)</b>	<b>(159)</b>	<b>71</b>	<b>44,9 %</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(25)	(50)	25	48,0 %	(27)	(49)	22	44,6 %
<b>Résultat net</b>	<b>(50)</b>	<b>(113)</b>	<b>63</b>	<b>56,6 %</b>	<b>(61)</b>	<b>(110)</b>	<b>49</b>	<b>45,1 %</b>
Autres éléments du résultat global	(938)	(1 635)	697	42,6 %	(1 695)	(1 636)	(59)	(3,7) %
<b>Résultat global</b>	<b>(988)</b>	<b>(1 748)</b>	<b>760</b>	<b>43,5 %</b>	<b>(1 756)</b>	<b>(1 746)</b>	<b>(10)</b>	<b>(0,6) %</b>

\* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Le Groupe d'entreprises de Postes Canada a enregistré un résultat net de -50 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2012, soit une amélioration de 63 millions de dollars comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, le résultat net s'établit à -61 millions de dollars, soit une amélioration de 49 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent.

### **Produits opérationnels consolidés**

Pour le troisième trimestre de 2012, les produits opérationnels ont baissé de 61 millions de dollars, soit 1,9 %, comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, les produits opérationnels ont augmenté de 38 millions de dollars, soit 0,7 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que les revenus cumulatifs de 2012 aient légèrement dépassé ceux enregistrés pour la période correspondante de 2011, si on tient compte des revenus perdus en 2011 en raison de l'arrêt de travail de juin 2011 de Postes Canada, les produits de 2012 auraient affiché une baisse d'environ 135 millions de dollars. L'érosion importante des volumes dans les secteurs d'activité Courrier transactionnel et Marketing direct de Postes Canada, qui découle de la substitution électronique, des pressions exercées par la concurrence et d'une incertitude économique, a eu une incidence négative sur les produits du secteur Postes Canada. Les détails des produits opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

### **Charges opérationnelles consolidées**

Les charges opérationnelles ont baissé de 144 millions de dollars, soit 7,4 %, au cours du troisième trimestre de 2012 par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, elles ont baissé de 16 millions de dollars, soit 0,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les détails sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

### **Produits (charges) consolidés liés aux activités d'investissement et de financement**

Les charges nettes liées aux activités d'investissement et de financement ont diminué de 5 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, elles ont baissé de 17 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces améliorations au cours du troisième trimestre et des trois premiers trimestres sont principalement attribuables à l'augmentation des gains sur la disposition d'actifs du secteur Postes Canada.

### **Charge (produit) d'impôt sur le résultat consolidé**

Le produit d'impôt sur le résultat consolidé a baissé pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette baisse est attribuable à la réduction de la perte avant impôt pour le Groupe d'entreprises, à l'incidence de la baisse du taux statuaire sur le report rétrospectif d'une perte de 2011 et sur les différences temporelles ainsi qu'à l'incidence des différences permanentes de 2012.

### **Autres éléments du résultat global consolidé**

Des pertes actuarielles ont été enregistrées en raison de la réévaluation des régimes de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi. Les fluctuations des rendements des placements des régimes de retraite et une baisse du taux d'actualisation ont eu des répercussions négatives sur les régimes de retraite du Groupe d'entreprises.

## 8.3 Résultats opérationnels par secteur

### Résultats avant impôt par secteur

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%
Postes Canada	(91)	(190)	99	52,3 %	(114)	(211)	97	45,9 %
Purolator	15	20	(5)	(30,9) %	24	38	(14)	(37,7) %
Logistique	1	1	0	120,5 %	6	5	1	28,1 %
Autre	0	6	(6)	(97,6) %	4	15	(11)	(67,9) %
Éléments intersectoriels et consolidés	0	0	(0)	(100,7) %	(8)	(6)	(2)	(52,7) %
<b>Groupe d'entreprises de Postes Canada</b>	<b>(75)</b>	<b>(163)</b>	<b>88</b>	<b>54,0 %</b>	<b>(88)</b>	<b>(159)</b>	<b>71</b>	<b>44,9 %</b>

Les détails des résultats opérationnels sont présentés par secteur dans les sections 8.4 à 8.7.

### 8.4 Secteur Postes Canada

Le secteur Postes Canada a enregistré un résultat avant impôt de -91 millions de dollars au cours du troisième trimestre et de -114 millions de dollars après les trois premiers trimestres de 2012, ce qui représente une amélioration respective de 99 millions de dollars et de 97 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de 2011. Les détails des produits opérationnels et des charges opérationnelles sont présentés ci-dessous.

#### Résultats de Postes Canada pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%
Produits opérationnels	1 340	1 401	(61)	(2,8) %*	4 308	4 304	4	0,1 %*
Charges opérationnelles	1 430	1 586	(156)	(9,9) %	4 430	4 503	(73)	(1,6) %
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(90)</b>	<b>(185)</b>	<b>95</b>	<b>51,4 %</b>	<b>(122)</b>	<b>(199)</b>	<b>77</b>	<b>38,9 %</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(1)	(5)	4	86,8 %	8	(12)	20	167,9 %
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(91)</b>	<b>(190)</b>	<b>99</b>	<b>52,3 %</b>	<b>(114)</b>	<b>(211)</b>	<b>97</b>	<b>45,9 %</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(29)	(58)	29	50,9 %	(37)	(66)	29	44,2 %
<b>Résultat net</b>	<b>(62)</b>	<b>(132)</b>	<b>70</b>	<b>52,9 %</b>	<b>(77)</b>	<b>(145)</b>	<b>68</b>	<b>46,8 %</b>

\* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

#### Produits opérationnels

Postes Canada a généré des produits opérationnels de 1 340 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012, ce qui représente une baisse de 61 millions de dollars, soit 2,8 %, par rapport au trimestre correspondant de 2011. Pour les trois premiers trimestres de 2012, Postes Canada a généré des produits se chiffrant à 4 308 millions de dollars, ce qui représente une légère augmentation de 4 millions de dollars, soit 0,1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Bien que le cumul annuel des produits de 2012 ait été légèrement positif comparativement à 2011, si on tient compte de l'incidence négative importante qu'a eue l'arrêt de travail de juin 2011 sur les produits de 2011, Postes Canada aurait connu une baisse de produits d'environ 170 millions de dollars dans les trois premiers trimestres de 2012 par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse et la chute enregistrée au troisième trimestre de 2012 sont attribuables à la substitution électronique, aux pressions exercées par la concurrence et à l'incertitude des marchés.



**Produits trimestriels selon le secteur d'activité**

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%*	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%*
Courrier transactionnel	686	735	(49)	(5,1) %	2 249	2 329	(80)	(3,4) %
Marketing direct	301	326	(25)	(6,4) %	930	938	(8)	(0,9) %
Colis	280	275	5	3,4 %	901	842	59	7,0 %
Autres produits	73	65	8	14,8 %	228	195	33	16,9 %
<b>Total</b>	<b>1 340</b>	<b>1 401</b>	<b>(61)</b>	<b>(2,8) %</b>	<b>4 308</b>	<b>4 304</b>	<b>4</b>	<b>0,1 %</b>

\* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

Les produits de 2011 par secteur d'activité ont été reclassés pour assurer la comparabilité de ces données avec celles de la nouvelle catégorisation des produits de 2012. D'autres reclassements mineurs ont été effectués au cours du deuxième trimestre de 2012. Le total des produits demeure inchangé.

**Courrier transactionnel**

Les produits générés par le secteur d'activité Courrier transactionnel pour le troisième trimestre de 2012, lesquels se chiffrent à 686 millions de dollars, englobent les trois catégories de produits suivantes : Poste-lettres<sup>MC</sup> du régime intérieur (624 millions de dollars), Poste aux lettres de départ (35 millions de dollars) et Poste aux lettres d'arrivée (27 millions de dollars).

Les produits générés par le secteur d'activité Courrier transactionnel pour le troisième trimestre de 2012 ont baissé de 49 millions de dollars, soit 5,1 %, et les volumes ont chuté de 119 millions d'articles, soit 9,0 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (il s'agit d'une baisse de plus de 105 millions d'articles par rapport aux données de 2010). En ce qui concerne le produit Poste-lettres du régime intérieur, soit la catégorie de produit la plus importante, les volumes ont baissé de 116 millions d'articles, soit 9,5 %, et les revenus ont baissé de 51 millions de dollars, soit 6,1 %, au cours du troisième trimestre de 2012 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les diminutions de volumes et de produits au cours du troisième trimestre de 2012 sont principalement attribuables à l'érosion causée par la substitution électronique. Cette baisse des communications sur papier a été accélérée par la mise en œuvre d'initiatives établies par certains de nos plus grands clients, surtout dans les secteurs des services bancaires et des télécommunications, visant à imposer des frais pour les documents papier, ainsi que par un environnement économique incertain.

Les produits générés par le secteur d'activité Courrier transactionnel pour les trois premiers trimestres de 2012 ont baissé de 80 millions de dollars, soit 3,4 %, et les volumes ont chuté de 207 millions d'articles, soit 5,9 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (il s'agit d'une baisse de plus de 300 millions d'articles par rapport aux données de 2010). En ce qui concerne le produit Poste-lettres du régime intérieur, les volumes ont baissé de 205 millions d'articles, soit 6,3 %, et les produits ont baissé de 91 millions de dollars, soit 4,3 %, au cours des trois premiers trimestres de 2012 comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Les baisses de volumes et de produits sont principalement attribuables au fait que les clients continuent à délaisser les communications sur papier.

**Marketing direct**

Les produits générés par le secteur d'activité Marketing direct au cours du troisième trimestre de 2012, lesquels se chiffrent à 301 millions de dollars, englobent les quatre catégories suivantes : Médiaposte avec adresse<sup>MC</sup> (145 millions de dollars), Médiaposte sans adresse<sup>MC</sup> (94 millions de dollars), Poste-publications<sup>MC</sup> (55 millions de dollars), Correspondance-réponse d'affaires<sup>MC</sup> et autre courrier (7 millions de dollars).

Les produits générés par le secteur Marketing direct au cours du troisième trimestre ont baissé de 25 millions de dollars, soit 6,4 %. Les volumes, quant à eux, ont diminué de 113 millions d'articles, soit 7,3 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent (il s'agit d'une baisse de près de 140 millions d'articles par rapport aux données de 2010). Ces baisses importantes sont attribuables aux clients commerciaux dans les secteurs des télécommunications et de la vente au détail qui réduisent leurs dépenses de marketing et qui font passer l'ensemble de leurs dépenses de marketing à d'autres canaux médiatiques.

Depuis le début de l'exercice, les produits ont baissé de 8 millions de dollars, soit 0,9 %, et les volumes de 2012 ont chuté de 102 millions d'articles, soit 2,7 %, par rapport à la période correspondante de 2011. La baisse aurait été beaucoup plus élevée si ce n'était pas de l'arrêt de travail survenu en juin 2011, qui a entraîné une baisse des revenus et des volumes en 2011. Les produits et les volumes cumulatifs de 2012 demeurent bien inférieurs aux attentes de la direction et, par rapport à la période correspondante de 2010, les volumes du secteur Marketing direct ont chuté d'environ 285 millions d'articles en raison de la baisse continue des volumes dans les secteurs des télécommunications et de la vente au détail.

### Colis

Les produits générés par le secteur d'activité Colis pour le troisième trimestre de 2012, lesquels se chiffrent à 280 millions de dollars, englobent les quatre catégories de produits suivantes : colis du régime intérieur (195 millions de dollars), colis de départ (45 millions de dollars), colis d'arrivée (36 millions de dollars) et autres (4 millions de dollars).

Les produits générés par le secteur d'activité Colis pour le troisième trimestre ont connu une augmentation de 5 millions de dollars, soit 3,4 %, tandis que les volumes sont demeurés stables par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, les produits générés par les colis ont augmenté de 59 millions de dollars, soit 7,0 %, tandis que les volumes ont augmenté de 7 millions d'articles, soit 6,8 %. Les augmentations de produits et de volumes reflètent la forte croissance des commandes liées au cybercommerce, ainsi que l'incidence négative qu'a eue l'arrêt de travail de juin 2011 sur les résultats de 2011, cette situation étant contrée par la perte de volumes et de produits découlant du retrait de Postes Canada du programme Aliments-poste à la fin du premier trimestre de 2011.

### Autres produits

En ce qui concerne les autres produits, ils ont augmenté de 8 millions de dollars, soit 14,8 %, passant ainsi à 73 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. À la fin de trois trimestres, les revenus ont augmenté de 33 millions de dollars, soit 16,9 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Les augmentations de produits sont les résultats d'une forte croissance continue des programmes liés aux nouvelles émissions de timbres et d'un excellent rendement lié au service de réexpédition du courrier et aux autres produits de données, en partie contrés par l'incidence qu'a eue le recensement de 2011 sur les produits IntelliFlot<sup>MC</sup>.

### Charges opérationnelles

Les charges opérationnelles du secteur Postes Canada se sont chiffrées à 1 430 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012; il s'agit d'une baisse de 156 millions de dollars, soit 9,9 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les charges opérationnelles pour les trois premiers trimestres de 2012 s'élèvent à 4 430 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 73 millions de dollars, soit 1,6 %, par rapport à la période correspondante de 2011.

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%
Main-d'œuvre	773	939	(166)	(17,6) %	2 369	2 441	(72)	(3,0) %
Avantages du personnel	245	217	28	13,0 %	757	745	12	1,6 %
<b>Total de la main-d'œuvre et des avantages du personnel</b>	<b>1 018</b>	<b>1 156</b>	<b>(138)</b>	<b>(11,9) %</b>	<b>3 126</b>	<b>3 186</b>	<b>(60)</b>	<b>(1,9) %</b>
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre	185	191	(6)	(3,4) %	594	598	(4)	(0,6) %
Immobilier, installations et entretien	55	55	(0)	(1,3) %	172	173	(1)	(1,0) %
Frais de vente, frais administratifs et autres	107	126	(19)	(15,1) %	353	374	(21)	(5,7) %
<b>Total des autres charges opérationnelles</b>	<b>347</b>	<b>372</b>	<b>(25)</b>	<b>(7,0) %</b>	<b>1 119</b>	<b>1 145</b>	<b>(26)</b>	<b>(2,3) %</b>
Amortissement	65	58	7	12,4 %	185	172	13	7,8 %
<b>Total</b>	<b>1 430</b>	<b>1 586</b>	<b>(156)</b>	<b>(9,9) %</b>	<b>4 430</b>	<b>4 503</b>	<b>(73)</b>	<b>(1,6) %</b>

### **Main-d'œuvre**

Les charges liées à la main-d'œuvre ont baissé de 166 millions de dollars, soit 17,6 %, au cours du troisième trimestre de 2012, et de 72 millions de dollars, soit 3,0 %, pour les trois premiers trimestres de 2012 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse constatée au troisième trimestre est en grande partie attribuable à la provision en matière d'équité salariale passée au cours du troisième trimestre de 2011 à la suite de la décision rendue par la Cour suprême du Canada en faveur de l'AFPC, et à l'augmentation du nombre d'heures supplémentaires travaillées au cours du troisième trimestre de 2011 pour aider à traiter le courrier accumulé en raison de l'arrêt de travail de juin 2011. Cette baisse cumulative de 2012 est également attribuable à ces mêmes facteurs, en partie contrée par les augmentations salariales annuelles prévues, les réductions des coûts en juin 2011 associées au non-paiement des salaires des employés représentés par le STTP pendant l'arrêt de travail, ainsi que le recours accru aux employés temporaires et la hausse des coûts liés à la main-d'œuvre pour les factrices et facteurs ruraux et suburbains.

### **Avantages du personnel**

Les charges au titre des avantages du personnel ont augmenté de 28 millions de dollars, soit 13 %, au cours du troisième trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de 2011. Pour les trois premiers trimestres, ces charges ont augmenté de 12 millions de dollars, soit 1,6 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Cette hausse est attribuable à l'incidence négative des modifications apportées aux taux d'actualisation, des rendements sur les actifs des régimes et de l'arrêt de travail survenu en juin 2011, en partie contrée par un rajustement ponctuel comptabilisé en juin 2011 et lié à un changement effectué à la *Loi de 1985 sur les normes de prestation de pension*.

### **Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre**

Les charges liées aux services de levée, de traitement et de livraison offerts en sous-traitance ont baissé de 6 millions de dollars, soit 3,4 %, au cours du troisième trimestre de 2012, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par la baisse des dépenses liées aux services de transport et aux concessionnaires, des droits de douane et des autres frais. Pour les trois premiers trimestres de 2012, les coûts sont demeurés sensiblement les mêmes; ils ont baissé de 4 millions de dollars, soit 0,6 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Cette baisse est principalement attribuable au retrait du programme Aliments-poste du gouvernement du Canada (en date du 31 mars 2011), en partie contrée par des réductions de coûts en juin 2011 associées à l'arrêt de travail.

### **Immobilier, installations et entretien**

Les charges liées aux installations sont demeurées stables au cours du troisième trimestre et des trois premiers trimestres, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

### **Frais de vente, frais administratifs et autres coûts**

Les frais de vente, les frais administratifs et les autres coûts ont chuté de 19 millions de dollars, soit 15,1 %, au cours du troisième trimestre de 2012, et de 21 millions de dollars, soit 5,7 %, pour les trois premiers trimestres de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces baisses s'expliquent principalement par des économies réalisées au chapitre des services de technologie de l'information et des dépenses liées aux programmes, contrées en partie par des dépenses plus élevées en matière de publicité et de promotion.

### **Amortissement**

Les charges liées à l'amortissement ont augmenté de 7 millions de dollars, soit 12,4 %, pour le troisième trimestre de 2012, et de 13 millions de dollars, soit 7,8 %, pour les trois premiers trimestres, comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, ce qui s'explique principalement par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations relatives à la Transformation postale et à la reconstitution de la base d'actifs.

## 8.5 Secteur Purolator

Le secteur Purolator a généré un résultat net de 11 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012, ce qui représente une diminution de 2 millions de dollars par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, le résultat net de ce secteur s'est chiffré à 17 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 9 millions de dollars, soit 34,4 %, par rapport à l'exercice précédent.

### Résultats de Purolator pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%
Produits opérationnels	394	401	(7)	(0,3) %*	1 208	1 188	20	1,6 %*
Charges opérationnelles	379	380	(1)	(0,5) %	1 182	1 148	34	2,9 %
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>15</b>	<b>21</b>	<b>(6)</b>	<b>(28,4) %</b>	<b>26</b>	<b>40</b>	<b>(14)</b>	<b>(36,3) %</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	(0)	(1)	1	71,6 %	(2)	(2)	0	12,6 %
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>(5)</b>	<b>(30,9) %</b>	<b>24</b>	<b>38</b>	<b>(14)</b>	<b>(37,7) %</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	4	7	(3)	(66,5) %	7	12	(5)	(45,0) %
<b>Résultat net</b>	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>(2)</b>	<b>(11,2) %</b>	<b>17</b>	<b>26</b>	<b>(9)</b>	<b>(34,4) %</b>

\* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

### Produits opérationnels

Purolator a généré des produits opérationnels de 394 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012, soit une baisse de 7 millions de dollars comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2012, les produits générés se chiffrent à 1 208 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 20 millions de dollars, soit 1,6 %, par rapport à la période correspondante de 2011. La hausse globale est en grande partie attribuable à l'amélioration du rendement et à l'augmentation des volumes.

### Charges opérationnelles

#### *Main-d'œuvre*

Les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 1 million de dollars, soit 0,8 %, au cours du troisième trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, elles ont augmenté de 18 millions de dollars, soit 4,3 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Ces hausses sont principalement attribuables aux dépenses plus importantes dans les secteurs où l'effectif était auparavant insuffisant, aux augmentations salariales annuelles et à la dotation des postes vacants.

#### *Charges liées aux activités opérationnelles*

Bien que les charges liées aux activités opérationnelles aient baissé de 1 million de dollars, soit 0,8 %, au cours du troisième trimestre de 2012, elles ont connu une hausse de 12 millions de dollars, soit 2,6 %, pour les trois premiers trimestres de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. L'augmentation globale découle de la hausse de volumes et des pressions inflationnistes.

## 8.6 Secteur Logistique

Le secteur Logistique comporte les résultats financiers de SCI. La contribution du secteur Logistique au résultat net consolidé au cours du troisième trimestre de 2012 s'est élevée à 1 million de dollars, ce qui représente une augmentation de 117,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour les trois premiers trimestres de 2012, le résultat net de ce secteur s'est chiffré à 4 millions de dollars, ce qui représente une amélioration de 20 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

### Résultats du secteur Logistique pour le troisième trimestre et les trois premiers trimestres de 2012

(en millions de dollars)	Période de 13 semaines close le				Période de 39 semaines close le			
	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%	29 sept. 2012	1 <sup>er</sup> oct. 2011	Change-ment	%
Produits opérationnels	40	33	7	25,1 %*	115	101	14	14,7 %*
Charges opérationnelles	39	32	7	20,3 %	109	96	13	13,8 %
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>114,5 %</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>31,2 %</b>
Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement	0	(0)	0	175,0 %	0	0	(0)	(51,5) %
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>120,5 %</b>	<b>6</b>	<b>5</b>	<b>1</b>	<b>28,1 %</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	0	0	0	127,6 %	2	1	1	46,8 %
<b>Résultat net</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>117,8 %</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>20,0 %</b>

\* Rajustement en fonction du nombre de jours commerciaux.

### Produits opérationnels

SCI a généré des produits opérationnels de 40 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2012, ce qui représente une augmentation de 7 millions de dollars, soit 25,1 %, comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent. Après les trois premiers trimestres de 2012, les produits générés se chiffrent à 115 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 14 millions de dollars, soit 14,7 %, par rapport à la période correspondante de 2011. Ces augmentations sont principalement attribuables aux volumes plus élevés dans les secteurs de la logistique et du transport, ainsi qu'à l'acquisition de la société White Glove en mai 2012.

### Charges opérationnelles

#### Main-d'œuvre

Les charges liées à la main-d'œuvre ont augmenté de 3 millions de dollars, soit 26,5 %, au cours du troisième trimestre de 2012 par rapport à la période correspondante de 2011. Pour les trois premiers trimestres de 2012, elles ont augmenté de 5 millions de dollars, soit 13,5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Ces augmentations sont principalement attribuables à la hausse des volumes découlant de la croissance des nouvelles occasions d'affaires et de l'acquisition de la société White Glove.

#### Charges liées aux activités opérationnelles

Les charges liées aux activités opérationnelles ont augmenté de 2 millions de dollars, soit 23,6 %, au cours du troisième trimestre de 2012, et de 5 millions de dollars, soit 21,8 %, pour les trois premiers trimestres de 2012, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, en raison de la croissance des nouvelles occasions d'affaires, de l'incidence de l'acquisition de la société White Glove et d'une hausse des volumes liés aux clients des services de transport.

## 8.7 Secteur Autre

Le secteur Autre comporte les résultats financiers d'Innovaposte. La quasi-totalité des services d'Innovaposte sont fournis au Groupe d'entreprises de Postes Canada. Les résultats d'Innovaposte sont consolidés à compter du 14 mars 2012, date à laquelle Innovaposte est devenue une filiale de la Société, et ses produits sont éliminés par les charges opérationnelles des autres secteurs à la consolidation des états. Innovaposte était auparavant une coentreprise dont les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle. L'acquisition n'a eu aucune incidence importante sur le résultat net ou les produits consolidés de la Société pour la période de 39 semaines close le 29 septembre 2012.

## 9 Principales estimations comptables et évolution des politiques comptables

*Examen des estimations comptables critiques et des changements de politiques comptables en 2012 et dans les exercices à venir*

### 9.1 Principales estimations comptables

Pour dresser les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, la direction établit des estimations et pose des hypothèses et des jugements complexes et subjectifs, fondés sur les connaissances acquises, qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans ces états et les notes afférentes. Les résultats obtenus pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites par la direction de ces estimations et d'autres estimations et hypothèses établies à court terme, ainsi que les résultats réels, puissent exiger une modification importante des montants et des informations présentés dans les états financiers consolidés des périodes ultérieures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalle régulier. Les révisions apportées aux estimations comptables sont constatées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée, si la révision n'a de répercussions que sur cette période, ou elles sont constatées dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée ainsi que dans les périodes ultérieures, si la révision a des incidences tant sur la période considérée que sur les périodes ultérieures.

Les estimations comptables critiques du Groupe d'entreprises demeurent en grande partie inchangées par rapport à celles de l'exercice précédent. Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à notre examen des estimations comptables critiques dans notre Rapport de gestion annuel de 2011 ainsi qu'à la note 3, Jugements comptables critiques et sources principales d'incertitude relative aux estimations, afférente aux états financiers consolidés de 2011, qui sont présentés dans le *Rapport annuel 2011 de Postes Canada*.

## 9.2 Évolution des normes comptables

Le tableau suivant présente les normes et modifications publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) qui ne sont pas encore en vigueur et qui pourraient avoir une incidence sur les états financiers du Groupe d'entreprises dès leur adoption. Une description plus détaillée de la plupart de ces déclarations se trouve dans la section portant sur l'évolution des politiques comptables du *Rapport annuel 2011 de Postes Canada*. Ces renseignements se trouvent aussi dans la section portant sur l'évolution des normes comptables du *Rapport financier du deuxième trimestre de 2012* de la Société.

Norme ou modification	S'applique aux exercices ouverts à compter du
IFRS 9, <i>Instrument financiers</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2015
IFRS 10, <i>États financiers consolidés</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
IFRS 11, <i>Partenariats</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
IFRS 12, <i>Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
IFRS 13, <i>Évaluation de la juste valeur</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
IAS 27, <i>États financiers individuels</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
IAS 28, <i>Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Modifications de l'IAS 19, <i>Avantages du personnel</i>	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Modifications de l'IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global	1 <sup>er</sup> juillet 2012
Modifications de l'IFRS 9 et de l'IFRS 7 – Date d'entrée en vigueur obligatoire et Informations à fournir lors de la transition	1 <sup>er</sup> janvier 2015
Modifications de l'IFRS 7 – Informations à fournir – Compensation d'actifs et de passifs financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Modifications de l'IAS 32 – Compensation d'actifs et de passifs financiers	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2009-2011	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Modifications de l'IFRS 10, de l'IFRS 11 et de l'IFRS 12 – Dispositions transitoires	1 <sup>er</sup> janvier 2013

La Société avait adopté de façon anticipée les modifications de l'IAS 1 – Présentation des autres éléments du résultat global au cours du deuxième trimestre de 2012, pour lesquelles d'autres renseignements sont présentés dans le *Rapport financier du deuxième trimestre de 2012* de la Société.

### Normes et modifications publiées récemment

Aucune nouvelle déclaration en matière de comptabilité susceptible d'avoir une incidence sur la Société n'a été diffusée au cours de la période de 13 semaines close le 29 septembre 2012. La Société évalue l'incidence de toutes les nouvelles normes et modifications sur ses états financiers consolidés, et elle prévoit actuellement que les changements les plus importants seront les suivants :

- a) Modifications de l'IAS 19, *Avantages du personnel (IAS 19)*** • Compte tenu des méthodes comptables actuelles de la Société, la modification de l'IAS 19 qui pourrait avoir la plus grande incidence sur les résultats consolidés correspond à l'utilisation du taux d'actualisation, par opposition au taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes, pour calculer les produits des actifs des régimes en ce qui a trait aux charges au titre des régimes capitalisés à prestations définies. Par conséquent, le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes ne sera plus utilisé aux fins d'évaluation des régimes à prestations définies.

Par le passé, le taux de rendement à long terme attendu des actifs des régimes du Groupe d'entreprises était supérieur au taux d'actualisation, surtout dans le contexte actuel. Par conséquent, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012, cette modification devrait augmenter les coûts des avantages du personnel respectivement d'environ 65 millions de dollars et de 194 millions de dollars. La différence entre le taux de rendement effectif des actifs des régimes et le taux d'actualisation sera comptabilisée dans les autres éléments du résultat global.



Une deuxième modification qui pourrait avoir une incidence importante est la comptabilisation immédiate du coût (crédit) des services passés. Cette modification devrait entraîner la comptabilisation du crédit des services passés non acquis, qui est actuellement constaté sur la durée moyenne jusqu'à ce que ces avantages soient acquis. Elle devrait aussi réduire les passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme ainsi que le déficit accumulé respectivement d'environ 28 millions de dollars le 1<sup>er</sup> janvier 2012 et de 21 millions de dollars le 29 septembre 2012. Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012, cette modification devrait augmenter les coûts des avantages respectivement d'environ 2 millions de dollars et 7 millions de dollars.

Le Groupe d'entreprises continue à examiner les autres modifications de l'IAS 19, mais il n'a pas encore déterminé leurs répercussions potentielles. Les modifications de l'IAS 19 exigent également la présentation d'information améliorée au sujet des risques associés aux régimes à prestations définies.

Les modifications de l'IAS 19 doivent être appliquées rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Leur adoption anticipée est autorisée.

- b) Modifications de l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation (IAS 32) – Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers*** • En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications de l'IAS 32, qui clarifient les dispositions concernant les droits juridiquement exécutoires de compenser les actifs et les passifs comptabilisés et les intentions de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Ces modifications doivent être appliquées rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014. Leur adoption anticipée est autorisée si l'information exigée aux termes des modifications de l'IFRS 7 est aussi présentée.

Le solde actuel du poste Clients et autres débiteurs présenté dans l'état de la situation financière comprend la compensation d'actifs et de passifs découlant des activités de règlement relatif au courrier international de la Société avec les administrations postales étrangères, ce qui ne répond plus aux exigences en matière de compensation de la version modifiée de l'IAS 32. Il est prévu que le Groupe d'entreprises adopte de façon anticipée les modifications de l'IAS 32 pour l'exercice ouvert à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013. Par conséquent, l'adoption de la norme modifiée devrait avoir une incidence sur l'état consolidé comparatif de la situation financière au début de l'exercice précédant immédiatement la modification, soit celui du 1<sup>er</sup> janvier 2012, en augmentant de 81 millions de dollars les postes Clients et autres débiteurs et Fournisseurs et autres créditeurs. De même, l'incidence sur l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière au 29 septembre 2012 devrait se traduire par une augmentation de 83 millions de dollars des postes Clients et autres débiteurs et Fournisseurs et autres créditeurs.



---

## RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE INTERMÉDIAIRE

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada et à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière, de sa performance financière et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Le président-directeur général,



Le 22 novembre 2012

Le chef des finances,



## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Aux (Non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes	29 septembre 2012	31 décembre 2011
<b>Actif</b>			
<b>Actifs courants</b>			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		240 \$	271 \$
Titres négociables		504	842
Clients et autres débiteurs		622	662
Impôt à recevoir		11	56
Autres actifs		101	115
Total des actifs courants		1 478	1 946
<b>Actifs non courants</b>			
Immobilisations corporelles	4	2 602	2 379
Immobilisations incorporelles	4	149	165
Titres réservés		581	553
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	5	75	93
Actifs d'impôt différé		2 069	1 472
Écart d'acquisition	7	130	125
Autres actifs		13	11
Total des actifs non courants		5 619	4 798
Total de l'actif		7 097 \$	6 744 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et autres créditeurs		433 \$	482 \$
Salaires et avantages à payer et provisions connexes		639	732
Provisions		85	75
Impôt à payer		1	2
Produits différés		107	129
Prêts et emprunts		16	16
Passifs au titre des autres avantages à long terme	5	86	86
Total des passifs courants		1 367	1 522
<b>Passifs non courants</b>			
Prêts et emprunts		1 102	1 111
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5	7 985	5 719
Passifs d'impôt différé		2	–
Provisions		5	4
Autres passifs		23	19
Total des passifs non courants		9 117	6 853
Total du passif		10 484	8 375
<b>Capitaux propres</b>			
Capital d'apport		1 155	1 155
Cumul des autres éléments du résultat global		55	45
Déficit accumulé		(4 619)	(2 855)
Capitaux du Canada		(3 409)	(1 655)
Participations ne donnant pas le contrôle		22	24
Total des capitaux propres		(3 387)	(1 631)
Total du passif et des capitaux propres		7 097 \$	6 744 \$
Passifs éventuels	8		

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Périodes de	13 semaines closes le		39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
(Non audité – en millions de dollars canadiens)	Notes			
<b>Produits opérationnels</b>	<b>1 745</b>	<b>1 806</b>	<b>5 538</b>	<b>5 500</b>
<b>Charges opérationnelles</b>				
Main-d'œuvre		1 098	<b>2 894</b>	2 922
Avantages du personnel	<b>5</b>	247	<b>876</b>	852
	<b>1 229</b>	1 345	<b>3 770</b>	3 774
Autres charges opérationnelles	<b>9</b>	545	<b>1 620</b>	1 650
Amortissement	<b>81</b>	73	<b>233</b>	215
Total des charges opérationnelles	<b>1 819</b>	1 963	<b>5 623</b>	5 639
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(74)</b>	(157)	<b>(85)</b>	(139)
<b>Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement</b>				
Produits de placement et autres produits	<b>10</b>	6	<b>38</b>	18
Charges financières et autres charges	<b>10</b>	(12)	<b>(41)</b>	(38)
Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement	<b>(1)</b>	(6)	<b>(3)</b>	(20)
Résultat avant impôt	<b>(75)</b>	(163)	<b>(88)</b>	(159)
<b>Charge (produit) d'impôt sur le résultat</b>	<b>6</b>	(50)	<b>(27)</b>	(49)
<b>Résultat net</b>	<b>(50)</b>	(113)	<b>(61)</b>	(110)
<b>Autres éléments du résultat global</b>				
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>				
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	<b>5</b>	(2 214)	<b>(2 273)</b>	(2 214)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments qui ne seront pas reclassés	<b>6</b>	553	<b>568</b>	553
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>				
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente		35	<b>13</b>	39
Profits réalisés, reclassés en résultat net		(1)	<b>–</b>	(6)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments susceptibles d'être reclassés	<b>6</b>	(8)	<b>(3)</b>	(8)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	<b>(938)</b>	(1 635)	<b>(1 695)</b>	(1 636)
<b>Résultat global</b>	<b>(988)</b>	(1 748)	<b>(1 756)</b>	(1 746)
<b>Résultat net attribuable au / aux :</b>				
Gouvernement du Canada	<b>(51)</b>	(114)	<b>(62)</b>	(111)
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>1</b>	1	<b>1</b>	1
	<b>(50)</b>	(113)	<b>(61)</b>	(110)
<b>Résultat global attribuable au / aux :</b>				
Gouvernement du Canada	<b>(985)</b>	(1 745)	<b>(1 753)</b>	(1 743)
Participations ne donnant pas le contrôle	<b>(3)</b>	(3)	<b>(3)</b>	(3)
	<b>(988)</b>	(1 748)	<b>(1 756)</b>	(1 746)

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Périodes de 13 semaines closes les 29 septembre 2012 et 1 <sup>er</sup> octobre 2011	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(Non audité – en millions de dollars canadiens)						
<b>Solde à l'ouverture de la période en 2012</b>	1 155 \$	49 \$	(3 628) \$	(2 424) \$	25 \$	(2 399) \$
<b>Résultat net</b>	–	–	(51)	(51)	1	(50)
<b>Autres éléments du résultat global</b>						
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	–	–	(1 256)	(1 256)	(5)	(1 261)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments qui ne seront pas reclassés	–	–	316	316	1	317
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>						
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	–	8	–	8	–	8
Impôt sur le résultat relatif aux éléments susceptibles d'être reclassés	–	(2)	–	(2)	–	(2)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	–	6	(940)	(934)	(4)	(938)
<b>Résultat global</b>	–	6	(991)	(985)	(3)	(988)
<b>Solde au 29 septembre 2012</b>	1 155 \$	55 \$	(4 619) \$	(3 409) \$	22 \$	(3 387) \$
<b>Solde à l'ouverture de la période en 2011</b>	1 155 \$	8 \$	(1 482) \$	(319) \$	27 \$	(292) \$
<b>Résultat net</b>	–	–	(114)	(114)	1	(113)
<b>Autres éléments du résultat global</b>						
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	–	–	(2 209)	(2 209)	(5)	(2 214)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments qui ne seront pas reclassés	–	–	552	552	1	553
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>						
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	–	35	–	35	–	35
Profits réalisés, reclassés en résultat net	–	(1)	–	(1)	–	(1)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments susceptibles d'être reclassés	–	(8)	–	(8)	–	(8)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	–	26	(1 657)	(1 631)	(4)	(1 635)
<b>Résultat global</b>	–	26	(1 771)	(1 745)	(3)	(1 748)
<b>Solde au 1<sup>er</sup> octobre 2011</b>	1 155 \$	34 \$	(3 253) \$	(2 064) \$	24 \$	(2 040) \$

Périodes de 39 semaines closes les 29 septembre 2012 et 1 <sup>er</sup> octobre 2011	Capital d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit accumulé	Capitaux du Canada	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
(Non audité – en millions de dollars canadiens)						
<b>Solde à l'ouverture de l'exercice 2012</b>	1 155 \$	45 \$	(2 855) \$	(1 655) \$	24 \$	(1 631) \$
<b>Résultat net</b>	–	–	(62)	(62)	1	(61)
<b>Autres éléments du résultat global</b>						
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	–	–	(2 268)	(2 268)	(5)	(2 273)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments qui ne seront pas reclassés	–	–	567	567	1	568
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>						
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	–	13	–	13	–	13
Impôt sur le résultat relatif aux éléments susceptibles d'être reclassés	–	(3)	–	(3)	–	(3)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	–	10	(1 701)	(1 691)	(4)	(1 695)
<b>Résultat global</b>	–	10	(1 763)	(1 753)	(3)	(1 756)
<b>Transactions avec les actionnaires</b>						
Participations ne donnant pas le contrôle attribuables au regroupement d'entreprises	–	–	–	–	1	1
Autres transactions avec les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	–	–	(1)	(1)	–	(1)
<b>Total des transactions avec les actionnaires</b>	–	–	(1)	(1)	1	–
<b>Solde au 29 septembre 2012</b>	1 155 \$	55 \$	(4 619) \$	(3 409) \$	22 \$	(3 387) \$
<b>Solde à l'ouverture de l'exercice 2011</b>	1 155 \$	9 \$	(1 485) \$	(321) \$	27 \$	(294) \$
<b>Résultat net</b>	–	–	(111)	(111)	1	(110)
<b>Autres éléments du résultat global</b>						
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	–	–	(2 209)	(2 209)	(5)	(2 214)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments qui ne seront pas reclassés	–	–	552	552	1	553
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>						
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	–	39	–	39	–	39
Profits réalisés, reclassés en résultat net	–	(6)	–	(6)	–	(6)
Impôt sur le résultat relatif aux éléments susceptibles d'être reclassés	–	(8)	–	(8)	–	(8)
<b>Autres éléments du résultat global</b>	–	25	(1 657)	(1 632)	(4)	(1 636)
<b>Résultat global</b>	–	25	(1 768)	(1 743)	(3)	(1 746)
<b>Solde au 1<sup>er</sup> octobre 2011</b>	1 155 \$	34 \$	(3 253) \$	(2 064) \$	24 \$	(2 040) \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## ÉTAT CONSOLIDÉ INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Périodes de	13 semaines closes le		39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
(Non audité – en millions de dollars canadiens)				
	<b>Notes</b>			
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>				
Résultat net	(50) \$	(113) \$	(61) \$	(110) \$
Ajustements visant à rapprocher le résultat net et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :				
Amortissement	4	81	73	233
Charges au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5	151	134	453
Paiements effectués au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	5	(142)	(137)	(442)
Profit sur la vente d'immobilisations	10	(9)	(3)	(26)
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	6	(25)	(50)	(27)
Charges d'intérêts nettes	10	9	9	26
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles :				
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs		(26)	60	60
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs		5	70	(46)
Augmentation (diminution) des salaires et avantages à payer et provisions connexes		(1)	181	(99)
Augmentation (diminution) des provisions		(1)	2	9
Diminution (augmentation) nette d'autres éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités opérationnelles		5	9	(22)
Autres produits sans effet sur la trésorerie, montant net		(4)	(8)	(14)
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles avant intérêts et impôt		(7)	227	44
Intérêts perçus		6	5	25
Intérêts payés		(24)	(25)	(50)
Impôt reçu		50	125	38
Entrées (sorties) de trésorerie liées aux activités opérationnelles		25	332	57
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>				
Acquisition d'entreprises, déduction faite de la trésorerie acquise	3	-	-	(21)
Acquisition de titres		(259)	(351)	(778)
Produit de la vente de titres		276	383	1 102
Acquisition d'immobilisations		(164)	(169)	(429)
Produit de la vente d'immobilisations		16	5	55
Autres activités d'investissement, montant net		14	5	(3)
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement		(117)	(127)	(74)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>				
Paiements au titre des obligations liées à des contrats de location-financement		(5)	(3)	(13)
Autres activités de financement, montant net		-	-	(1)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement		(5)	(3)	(14)
<b>Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		(97)	202	(31)
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période</b>		337	74	271
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>		240 \$	276 \$	240 \$

Les notes afférentes aux états financiers font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés.

---

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS

Pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012  
(non audités – en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

### 1. Constitution, activités et instructions

Établie en 1981 par la *Loi sur la Société canadienne des postes* (la *Loi*), la Société canadienne des postes (la Société) est une société d'État qui figure à la partie II de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et elle est mandataire de Sa Majesté. Son siège social est situé au 2701, promenade Riverside, Ottawa (Ontario), au Canada.

La Société exploite un service postal de collecte, de transmission et de distribution de messages, de renseignements, de fonds ou de marchandises au Canada et entre le Canada et les autres pays. Tout en assurant l'essentiel du service postal de base, la Société doit, selon la *Loi*, exécuter sa mission en veillant à l'autofinancement de son exploitation dans des conditions de normes de service adaptées aux besoins de la population du Canada et comparables pour des collectivités de même importance.

La *Loi* donne à la Société le privilège exclusif (à quelques exceptions près) de la collecte et de la transmission des lettres et de leur livraison aux destinataires à l'intérieur du Canada. Les autres secteurs d'activité qui ne sont pas couverts par le privilège exclusif sont les colis ainsi que les produits et les services de marketing direct. Les principales filiales de la Société comprennent Purolator Inc. (Purolator), le Groupe SCI inc. (SCI) et Innovapost Inc. (Innovaposte). Purolator et SCI offrent des services de messagerie, de transport et de logistique, tandis qu'Innovaposte est le fournisseur de services de technologie de l'information à la Société et à ses filiales. La Société, Purolator, SCI et Innovaposte sont désignées collectivement sous le nom de « Groupe d'entreprises de Postes Canada » ou « Groupe d'entreprises ».

En décembre 2006, la Société a reçu des instructions aux termes de l'article 89 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, à savoir rétablir et conserver son service de livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins qu'elle desservait en date du 1<sup>er</sup> septembre 2005, tout en respectant toutes les lois applicables. En 2012, la Société poursuit son évaluation des risques pour la sécurité que pose la livraison du courrier aux boîtes aux lettres rurales situées le long des chemins.

### 2. Règles de présentation

**Déclaration de conformité** • Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Conformément aux dispositions de cette norme, les états financiers consolidés intermédiaires résumés ne présentent pas toutes les informations qui doivent être fournies dans des états financiers consolidés annuels. Ils doivent donc être lus en parallèle avec les états financiers consolidés audités de la Société de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été approuvés par le Conseil d'administration, qui a aussi autorisé leur publication, le 22 novembre 2012. Ils ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées qui étaient alors en vigueur, à l'exception des modifications de l'IAS 1, *Présentation des états financiers*. La Société a décidé d'appliquer ces modifications de manière anticipée au cours du deuxième trimestre clos le 30 juin 2012, comme il est expliqué dans le *Rapport financier du deuxième trimestre de 2012* de la Société.

**Règles de présentation** • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis au coût historique, à l'exception des cas autorisés par les IFRS et lorsque les notes indiquent qu'une autre méthode a été appliquée. Même si la date de clôture de la Société, qui est le 31 décembre, coïncide avec la fin de l'année civile, les dates de clôture des trimestres de la Société ne correspondent pas nécessairement aux trimestres de l'année civile. De fait, les trimestres financiers de la Société ont 13 semaines. Les montants sont présentés en millions, sauf indication contraire.

**Caractère saisonnier des activités** • D'un point de vue statistique, le volume des opérations consolidées de la Société varie au cours d'un même exercice : les pics de demande ayant lieu pendant les fêtes de fin d'année au cours du quatrième trimestre. Au cours des trois premiers trimestres de l'exercice, la demande baisse généralement de manière constante et les creux ont habituellement lieu pendant les mois d'été du troisième trimestre. Les opérations consolidées prennent en compte des coûts fixes importants qui ne varient pas à court terme en fonction des fluctuations de la demande de services.

**Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation** • Les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentés en dollars canadiens. Le dollar canadien est la monnaie de présentation et la monnaie fonctionnelle du Groupe d'entreprises de Postes Canada.

**Méthode de consolidation** • Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés comprennent les comptes du Groupe d'entreprises de Postes Canada. Les résultats de Purolator et de SCI sont consolidés pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012 et le 1<sup>er</sup> octobre 2011. Les résultats d'Innovaposte sont consolidés à compter du 14 mars 2012, date à laquelle Innovaposte est devenue une filiale de la Société. Innovaposte était auparavant une coentreprise dont les résultats étaient comptabilisés selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

**Principales méthodes comptables** • Les principales méthodes comptables utilisées pour les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont présentées à la note 2 afférente aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011 de la Société. Les méthodes comptables ont été appliquées de la même manière pour le trimestre considéré et le trimestre présenté à titre comparatif.

**Jugements comptables critiques et principales sources d'incertitude relative aux estimations** • Pour dresser les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société, la direction établit des estimations et pose des hypothèses et des jugements complexes et subjectifs, fondés sur les connaissances acquises, qui ont une incidence sur les montants et les informations présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés et les notes afférentes. Les résultats obtenus pourraient différer de ces jugements, estimations et hypothèses. Il est raisonnablement possible que les réévaluations faites par la direction et d'autres estimations et hypothèses établies à court terme, ainsi que les résultats réels, puissent exiger une modification importante des montants et des informations présentés dans les états financiers consolidés des périodes futures.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalle régulier. Les révisions d'estimations comptables sont prises en compte dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée, si la révision n'a de répercussions que sur cette période, ou elles sont constatées dans la période au cours de laquelle l'estimation a été révisée ainsi que dans les périodes ultérieures, si la révision a des incidences tant sur la période considérée que sur les périodes futures. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations sont présentés dans la note 3 afférente aux états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

### 3. Regroupements d'entreprises

Des informations détaillées sur les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu au cours des trimestres précédents sont présentées dans les états financiers intermédiaires consolidés résumés du premier trimestre clos le 31 mars 2012 et du deuxième trimestre clos le 30 juin 2012.

Si les acquisitions avaient eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les produits consolidés de la Société pour la période de 39 semaines auraient été de 5 544 millions de dollars et il n'y aurait eu aucune incidence significative sur le résultat net consolidé de la Société. Le montant des produits liés aux regroupements d'entreprises constaté dans les produits consolidés de la Société pour la période de 39 semaines considérée se chiffre à 5 millions de dollars, une fois l'effet des éliminations intersectorielles pris en compte. Cela n'a eu aucune incidence significative sur le résultat net consolidé de la Société pour la période de 39 semaines considérée.

### 4. Immobilisations

#### a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles se composent des éléments suivants :

	Terrains	Bâtiments	Améliorations locatives	Matériel de production	Véhicules	Comptoirs de vente, mobilier et matériel de bureau	Autre matériel	Actifs en cours de développement	Total
<b>Au coût ou au coût présumé</b>									
Solde au 31 décembre 2011	312	\$ 1 644	\$ 240	\$ 1 164	\$ 329	\$ 431	\$ 860	\$ 95	\$ 5 075
Entrées	28	52	19	115	48	17	18	116	413
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	-	-	-	-	-	3	-	-	3
Reclassements comme actifs détenus en vue de la vente	(1)	(4)	-	-	-	-	-	-	(5)
Mises hors service	(1)	(3)	(4)	(36)	(11)	(10)	-	-	(65)
Transferts (virement correspondant à la note 4b)	-	46	2	5	-	-	-	(58)	(5)
<b>Solde au 29 septembre 2012</b>	<b>338</b>	<b>\$ 1 735</b>	<b>\$ 257</b>	<b>\$ 1 248</b>	<b>\$ 366</b>	<b>\$ 441</b>	<b>\$ 878</b>	<b>\$ 153</b>	<b>\$ 5 416</b>
<b>Cumul des amortissements</b>									
Solde au 31 décembre 2011	-	\$ 830	\$ 171	\$ 696	\$ 173	\$ 301	\$ 525	-	\$ 2 696
Amortissement	-	47	12	46	22	28	28	-	183
Reclassements comme actifs détenus en vue de la vente	-	(3)	-	-	-	-	-	-	(3)
Mises hors service	-	(2)	(4)	(36)	(11)	(9)	-	-	(62)
<b>Solde au 29 septembre 2012</b>	<b>-</b>	<b>\$ 872</b>	<b>\$ 179</b>	<b>\$ 706</b>	<b>\$ 184</b>	<b>\$ 320</b>	<b>\$ 553</b>	<b>-</b>	<b>\$ 2 814</b>
<b>Valeurs comptables</b>									
31 décembre 2011	312	\$ 814	\$ 69	\$ 468	\$ 156	\$ 130	\$ 335	\$ 95	\$ 2 379
<b>29 septembre 2012</b>	<b>338</b>	<b>\$ 863</b>	<b>\$ 78</b>	<b>\$ 542</b>	<b>\$ 182</b>	<b>\$ 121</b>	<b>\$ 325</b>	<b>\$ 153</b>	<b>\$ 2 602</b>



En 2012, les coûts d'emprunt incorporés dans le coût des immobilisations corporelles se sont élevés à 3 millions de dollars (1 million de dollars pour la période close le 1<sup>er</sup> octobre 2011), avec l'application d'un taux de capitalisation de 4,3 %.

## b) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles se composent des éléments suivants :

	Logiciels	Logiciels en cours de développement	Contrats de services et relations clients	Total
<b>Au coût</b>				
Solde au 31 décembre 2011	585 \$	44 \$	27 \$	656 \$
Entrées	6	18	–	24
Acquisitions par voie de regroupements d'entreprises	3	–	3	6
Mises hors service	(39)	–	–	(39)
Transferts (virement correspondant à la note 4a)	23	(18)	–	5
<b>Solde au 29 septembre 2012</b>	<b>578 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>30 \$</b>	<b>652 \$</b>
<b>Cumul des amortissements</b>				
Solde au 31 décembre 2011	467 \$	– \$	24 \$	491 \$
Amortissement	49	–	1	50
Mises hors service	(38)	–	–	(38)
<b>Solde au 29 septembre 2012</b>	<b>478 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>25 \$</b>	<b>503 \$</b>
<b>Valeurs comptables</b>				
31 décembre 2011	118 \$	44 \$	3 \$	165 \$
<b>29 septembre 2012</b>	<b>100 \$</b>	<b>44 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>149 \$</b>

## 5. Régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme

Les régimes de retraite du Groupe d'entreprises sont capitalisés au moyen des cotisations qui sont versées à divers fonds administrés séparément. Les autres régimes d'avantages, notamment les autres avantages postérieurs à l'emploi et les autres avantages à long terme, ne sont pas capitalisés.

### a) Coûts

Les éléments du coût des avantages du personnel comptabilisés au cours de la période qui sont présentés dans le poste Avantages du personnel à l'état consolidé intermédiaire résumé du résultat global sont les suivants :

Périodes de 13 semaines closes	le 29 septembre 2012			le 1 <sup>er</sup> octobre 2011		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus	106 \$	35 \$	141 \$	98 \$	35 \$	133 \$
Coût financier	243	44	287	242	47	289
Rendement attendu des actifs des régimes	(277)	–	(277)	(289)	–	(289)
Coût (crédit) des services passés	–	(2)	(2)	(1)	(3)	(4)
Coûts des prestations définies	72	77	149	50	79	129
Coûts des cotisations définies	2	–	2	5	–	5
Total des coûts	74	77	151	55	79	134
Rendement des titres réservés	–	(6)	(6)	–	(7)	(7)
Coûts nets comptabilisés en résultat net	<b>74 \$</b>	<b>71 \$</b>	<b>145 \$</b>	55 \$	72 \$	127 \$
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	1 084	177	1 261	2 091	123	2 214
Montant comptabilisé en résultat global	<b>1 158 \$</b>	<b>248 \$</b>	<b>1 406 \$</b>	2 146 \$	195 \$	2 341 \$
Périodes de 39 semaines closes	le 29 septembre 2012			le 1 <sup>er</sup> octobre 2011		
	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total	Régimes de retraite	Autres régimes d'avantages	Total
Coût des services rendus	320 \$	103 \$	423 \$	299 \$	106 \$	405 \$
Coût financier	730	132	862	725	141	866
Rendement attendu des actifs des régimes	(832)	–	(832)	(868)	–	(868)
Coût (crédit) des services passés	–	(7)	(7)	69	(8)	61
Coûts des prestations définies	218	228	446	225	239	464
Coûts des cotisations définies	7	–	7	5	–	5
Total des coûts	225	228	453	230	239	469
Rendement des titres réservés	–	(16)	(16)	–	(22)	(22)
Coûts nets comptabilisés en résultat net	<b>225 \$</b>	<b>212 \$</b>	<b>437 \$</b>	230 \$	217 \$	447 \$
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	1 931	342	2 273	2 091	123	2 214
Montant comptabilisé en résultat global	<b>2 156 \$</b>	<b>554 \$</b>	<b>2 710 \$</b>	2 321 \$	340 \$	2 661 \$

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012, le Groupe d'entreprises de Postes Canada a réévalué les actifs et les passifs des régimes d'avantages du personnel, ce qui a donné lieu à des pertes avant impôt, comptabilisées dans les autres éléments du résultat global, de 1 261 millions de dollars et de 2 273 millions de dollars, respectivement (2 214 millions de dollars et 2 214 millions de dollars, respectivement, pour les périodes closes le 1<sup>er</sup> octobre 2011). Ces pertes sont attribuables à la baisse des taux d'actualisation, lesquels sont sensibles aux chutes de taux de rendement des obligations et au taux de rendement volatil des actifs des régimes de retraite.

## b) Total des paiements versés en espèces

Les paiements versés en espèces au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme pour le Groupe d'entreprises sont les suivants :

	Périodes de 13 semaines closes le		Périodes de 39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
Prestations payées directement aux bénéficiaires au titre des autres régimes d'avantages	36 \$	37 \$	113 \$	116 \$
Cotisations courantes de l'employeur aux régimes de retraite	77	86	255	250
Cotisations spéciales de l'employeur aux régimes de retraite	27	9	67	230
Total des paiements versés en espèces aux régimes à prestations définies	140	132	435	596
Cotisations aux régimes à cotisations définies	2	5	7	5
Total des paiements versés en espèces	<b>142 \$</b>	<b>137 \$</b>	<b>442 \$</b>	<b>601 \$</b>

En 2012, le total des cotisations du Groupe d'entreprises aux régimes de retraite est estimé à 462 millions de dollars. Ce montant comprend les cotisations courantes de 323 millions de dollars et des cotisations spéciales de 61 millions de dollars au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes. Les cotisations spéciales reflètent l'allègement des cotisations spéciales de solvabilité qui est autorisé par la loi. En août 2012, le ministre des Finances et le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités ont approuvé la demande d'allègement de la capitalisation de la Société jusqu'au 30 juin 2013.

## c) Actifs et passifs

Les montants suivants ont été comptabilisés et présentés dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière :

Aux	29 septembre 2012	31 décembre 2011
Actifs au titre des prestations des régimes de retraite	<b>75 \$</b>	93 \$
Passifs au titre des prestations des régimes de retraite	4 290 \$	2 481 \$
Passifs au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	3 781	3 324
Total des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	8 071 \$	5 805 \$
Partie courante des passifs au titre des autres avantages à long terme	<b>86 \$</b>	86 \$
Partie non courante des passifs au titre des prestations des régimes de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme	<b>7 985 \$</b>	5 719 \$

## 6. Impôt sur le résultat

La Société est une société d'État désignée aux fins de l'impôt sur les bénéfices. Elle est donc, de ce fait, assujettie à l'impôt fédéral sur les bénéfices aux termes de la *Loi de l'impôt sur le revenu*. Les filiales de la Société sont assujetties aux impôts sur les bénéfices fédéraux et provinciaux.

Les principales composantes de la charge (du produit) d'impôt sur le résultat s'établissent comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes le		Périodes de 39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
Charge (produit) d'impôt sur le résultat exigible	2 \$	(40) \$	4 \$	(39) \$
Charge (produit) d'impôt différé afférente aux éléments suivants :				
Apparition et résorption des différences temporelles	(27)	(10)	(31)	(12)
Réduction du taux d'imposition	–	–	–	2
<b>Charge (produit) d'impôt sur le résultat</b>	<b>(25) \$</b>	<b>(50) \$</b>	<b>(27) \$</b>	<b>(49) \$</b>

Les éléments de l'impôt sur le résultat qui ont été comptabilisés dans les autres éléments du résultat global s'établissent comme suit :

Périodes de 13 semaines closes le	29 septembre 2012			1 <sup>er</sup> octobre 2011		
	Avant impôt	Incidence fiscale	Après impôt	Avant impôt	Incidence fiscale	Après impôt
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	(1 261) \$	317 \$	(944) \$	(2 214) \$	553 \$	(1 661) \$
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net</b>						
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	8	(2)	6	35	(9)	26
Profits réalisés, reclassés en résultat net	–	–	–	(1)	1	–
	<b>(1 253) \$</b>	<b>315 \$</b>	<b>(938) \$</b>	<b>(2 180) \$</b>	<b>545 \$</b>	<b>(1 635) \$</b>

Périodes de 39 semaines closes le	29 septembre 2012			1 <sup>er</sup> octobre 2011		
	Avant impôt	Incidence fiscale	Après impôt	Avant impôt	Incidence fiscale	Après impôt
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net</b>						
Pertes actuarielles sur les régimes à prestations définies	(2 273) \$	568 \$	(1 705) \$	(2 214) \$	553 \$	(1 661) \$
<b>Éléments qui sont susceptibles d'être reclassés en résultat net</b>						
Profits latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	13	(3)	10	39	(10)	29
Profits réalisés, reclassés en résultat net	–	–	–	(6)	2	(4)
	<b>(2 260) \$</b>	<b>565 \$</b>	<b>(1 695) \$</b>	<b>(2 181) \$</b>	<b>545 \$</b>	<b>(1 636) \$</b>

## 7. Écart d'acquisition

La valeur comptable de l'écart d'acquisition pour les secteurs qui ont un solde d'écart d'acquisition se présente comme suit :

Aux	29 septembre 2012		31 décembre 2011	
	Secteur Purolator	Secteur Logistique	Total	Total
Solde à l'ouverture de la période	121 \$	4 \$	125 \$	125 \$
Écart d'acquisition généré au cours de la période	–	5	5	–
Solde à la clôture de la période	<b>121 \$</b>	<b>9 \$</b>	<b>130 \$</b>	125 \$

### Test de dépréciation de l'écart d'acquisition

L'écart d'acquisition est soumis à un test de dépréciation une fois l'an, soit au 30 septembre pour le secteur Purolator et le secteur Logistique. Purolator a déplacé la date du test de dépréciation du 30 juin au 30 septembre au cours de la période considérée. Par suite de ce changement, le test de dépréciation pour le secteur Purolator a été refait au 30 septembre. La valeur recouvrable de chaque secteur est estimée en fonction de sa valeur d'utilité, et il a été déterminé qu'elle était supérieure à sa valeur comptable. Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée à ce titre pour la période considérée, ni pour la période comparative.

Le calcul de la valeur d'utilité pour le secteur Purolator, qui est le seul à avoir un solde significatif, repose sur les hypothèses suivantes :

- Les flux de trésorerie futurs ont été actualisés pour déterminer la valeur d'utilité. Les flux de trésorerie étaient fondés sur le plan quinquennal de Purolator, qui concorde avec l'expérience passée et la manière dont le secteur Purolator est géré. Ils ont été extrapolés à l'aide d'un taux de croissance à perpétuité de 2,5 % (3,5 % au 30 juin 2012), qui tient compte à la fois des taux de croissance et d'inflation et reflète les informations les plus récentes et les normes actuelles de l'industrie.
- Pour calculer la valeur recouvrable de Purolator, un taux d'actualisation avant impôt de 16 % (16 % au 30 juin 2012) a été appliqué, ce qui a été établi à partir du coût moyen pondéré du capital de Purolator au 30 septembre 2012 (30 juin 2012).

## 8. Passifs éventuels

- a) Une plainte a été déposée auprès de la Commission canadienne des droits de la personne (la Commission) alléguant qu'il y a eu discrimination par la Société en matière de travail à valeur égale. La plainte avait été initialement présentée en décembre 1982 par l'Association canadienne des maîtres de poste et adjoints (ACMPA). En mars 2006, sur la recommandation d'un conciliateur, la Commission avait rejeté la plainte pour motif que celle-ci pouvait être traitée plus adéquatement sous le régime du *Code canadien du travail*.

Le 10 octobre 2012, la Société a reçu un avis de la Commission lui indiquant que l'ACMPA avait demandé la réactivation de sa plainte sur la parité salariale. La Société rédige actuellement un mémoire juridique complet à la demande de la Commission, et elle doit lui présenter ses arguments au plus tard le 10 décembre 2012.

Il est impossible pour le moment de déterminer l'issue de cette plainte. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à ce titre.

- b) La convention collective entre la Société et les employés de l'exploitation urbaine représentés par le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) a expiré le 31 janvier 2011. Les parties ont entrepris la négociation d'une nouvelle convention en octobre 2010. En janvier 2011, le STTP a présenté une demande de conciliation en vertu du *Code canadien du travail*. Le STTP a exercé son droit de grève en effectuant des grèves tournantes partout au pays à partir du 2 juin 2011, et la Société a déclaré un lock-out des employés le 14 juin 2011. Le gouvernement du Canada a déposé un projet de loi forçant le retour au travail le 20 juin 2011. Le projet de loi a reçu la sanction royale le 26 juin 2011.

Après avoir été nommé arbitre des offres finales par la ministre du Travail comme le prévoit la loi, le juge Coulter Osborne lui a présenté sa démission le 1<sup>er</sup> novembre 2011. La ministre du Travail a par la suite nommé M<sup>e</sup> Guy Dufort comme nouvel arbitre pour participer aux négociations entre la Société et le STTP, sa nomination entrant en vigueur le 19 mars 2012. Le STTP a demandé à M<sup>e</sup> Dufort de se récuser, ce qu'il a refusé de faire. À la demande du STTP, la Cour fédérale a ordonné la suspension des procédures jusqu'à ce qu'elle se prononce sur la décision de M<sup>e</sup> Dufort de ne pas se récuser. Le 25 juillet 2012, la Cour fédérale a entendu les arguments du STTP, de la Société et du procureur général du Canada. Après avoir mis la cause en délibéré, la juge présidente a donné raison au STTP le 8 août 2012, et elle a ordonné à M<sup>e</sup> Dufort de se récuser et à la ministre du Travail de nommer un autre arbitre. La ministre n'a pas encore nommé un nouvel arbitre. Le STTP a déposé également une requête de contestation de la constitutionnalité de la loi.

À la suite de discussions menées récemment, une entente de principe a été conclue le 5 octobre 2012 entre la Société et le STTP. L'entente n'entrera pas en vigueur avant sa ratification par les membres du STTP, laquelle devrait avoir lieu par vote entre le 13 novembre et le 19 décembre 2012.

Comme il est impossible de déterminer l'issue du processus de ratification, nul ne sait si un arbitrage sera toujours nécessaire. Si le processus d'arbitrage devait se poursuivre, il serait impossible d'en déterminer les résultats et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés.

- c) Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises a conclu des ententes qui prévoient des indemnités à l'égard de tiers. De plus, le Groupe d'entreprises a conclu des ententes d'indemnisation avec chacun de ses administrateurs et de ses dirigeants et avec certains employés, afin de les dédommager, selon les conditions des ententes, pour les réclamations dont ils pourraient faire l'objet ou les frais engagés dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs ou de dirigeants du Groupe d'entreprises ou dans l'exercice de leurs fonctions d'administrateurs, de dirigeants ou d'une autre fonction semblable au sein d'une autre entité à la demande du Groupe d'entreprises.

En général, ces ententes ne précisent pas les limites du Groupe d'entreprises en matière de responsabilité. Par conséquent, il n'est pas possible d'estimer le passif éventuel futur au titre de telles indemnités. Aucun montant n'a donc été comptabilisé dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés à cet égard.

- d) Dans le cours normal de ses activités, le Groupe d'entreprises est partie à différentes réclamations et divers litiges pour lesquels les sorties de ressources nécessaires pour éteindre les obligations qui en découleraient ne peuvent être estimées ou ne sont pas probables à l'heure actuelle. Lorsqu'une obligation est manifeste, la Société comptabilise des provisions au titre de litiges si une sortie de ressources est probable, et qu'il est possible d'en estimer le montant de manière raisonnable.
- e) Certains des bâtiments de la Société contiennent des matériaux composés d'amiante que la Société sera obligée de retirer et de détruire de manière spéciale si ces biens subissent des rénovations majeures ou s'ils sont démolis en tout ou en partie. À moins que l'un de ces critères n'entre en jeu, aucune provision à cet égard ne figure dans les états financiers consolidés, puisqu'il n'existe actuellement aucune obligation de retirer ou de détruire les matériaux contenant de l'amiante.

La Société a comptabilisé des passifs relatifs au démantèlement pour le retrait d'amiante et d'autres frais de remise en état de sites pour des propriétés qu'elle compte vendre (ces obligations devraient être transférées aux acheteurs éventuels de ces propriétés, à la date de la vente) ou rénover. Ces passifs sont présentés au poste Provisions.

De même, la juste valeur des obligations de démantèlement liées à la remise en état des sites après l'enlèvement permanent d'une boîte postale communautaire d'un lieu ne peut être raisonnablement estimée, car la Société ne connaît pas les dates de règlement des obligations. La Société continuera à évaluer sa capacité d'estimer les justes valeurs de ses obligations de démantèlement à chaque date de clôture.

## 9. Autres charges opérationnelles

Les autres charges opérationnelles comprennent ce qui suit :

	Périodes de 13 semaines closes le		Périodes de 39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
Levée, traitement et livraison hors main-d'œuvre Immobilier, installations et entretien	313 \$	319 \$	984 \$	970 \$
Frais de vente, frais administratifs et autres	78	77	242	240
	118	149	394	440
<b>Autres charges opérationnelles</b>	<b>509 \$</b>	<b>545 \$</b>	<b>1 620 \$</b>	<b>1 650 \$</b>

## 10. Produits (charges) liés aux activités d'investissement et de financement

Les produits et les charges liés aux activités d'investissement et de financement se composent de ce qui suit :

	Périodes de 13 semaines closes le		Périodes de 39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
Produit d'intérêts	3 \$	3 \$	9 \$	12 \$
Profit sur la vente d'immobilisations	9	3	26	6
Autres produits	–	–	3	–
<b>Produits de placement et autres produits</b>	<b>12 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>18 \$</b>
Charges d'intérêts	(12) \$	(12) \$	(35) \$	(37) \$
Autres charges	(1)	–	(6)	(1)
<b>Charges financières et autres charges</b>	<b>(13) \$</b>	<b>(12) \$</b>	<b>(41) \$</b>	<b>(38) \$</b>
<b>Produits nets (charges nettes) liés aux activités d'investissement et de financement</b>	<b>(1) \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>(20) \$</b>

## 11. Risque de change

Le Groupe d'entreprises est exposé au risque de change qui découle surtout des règlements internationaux avec les administrations postales étrangères et du remboursement des mandats-poste libellés en monnaie étrangère. L'obligation de la Société de parvenir à un règlement avec les administrations postales étrangères est libellée en droits de tirage spéciaux (DTS), soit un panier de monnaies étrangères comprenant le dollar américain (\$ US), l'euro (€), la livre sterling (£) et le yen (¥), alors que les paiements sont généralement libellés en dollars américains.

Au cours des trois premiers trimestres, la Société a poursuivi la mise en œuvre de son programme de couverture économique visant à réduire les risques liés aux soldes en monnaies étrangères. Elle a également instauré un programme de couverture économique pour réduire son exposition aux risques liés aux ventes libellées en DTS prévues en 2012. Les expositions sont, dans un premier temps, portées en diminution des charges libellées en DTS prévues, puis le solde de l'exposition peut ensuite être couvert grâce à des contrats de change à terme libellés dans les quatre devises qui forment un DTS. Dans le cadre de ce programme, les opérations de couverture autorisées ne peuvent pas dépasser 70 % de l'exposition nette prévue lorsque des flux de trésorerie sont hautement probables. Les montants notionnels des contrats de change à terme en vigueur s'établissaient comme suit :

### Au 29 septembre 2012

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Fourchette d'échéances	Type	Juste valeur
Dollar américain	48 \$ US	49 \$	1,02 \$/\$ US	11 octobre – 21 décembre 2012	Vente à terme	2 \$
Euro	25 €	32	1,29 \$/€	12 octobre – 21 décembre 2012	Vente à terme	1
Livre sterling	6 £	9	1,57 \$/£	12 octobre – 21 décembre 2012	Vente à terme	–
Yen	705 ¥	9	0,013 \$/¥	12 octobre – 21 décembre 2012	Vente à terme	–
Total		99 \$				3 \$

### Au 31 décembre 2011

Devise	Montant notionnel	Équivalent en dollars canadiens	Taux contractuel moyen	Échéance	Type	Juste valeur
Dollar américain	28 \$ US	29 \$	1,02 \$/\$ US	17 janvier 2012	Vente à terme	– \$
Euro	12 €	16	1,36 \$/€	18 janvier 2012	Vente à terme	1
Livre sterling	2 £	3	1,60 \$/£	18 janvier 2012	Vente à terme	–
Yen	260 ¥	3	0,013 \$/¥	18 janvier 2012	Vente à terme	–
Total		51 \$				1 \$

La juste valeur de ces contrats est comptabilisée dans le poste Clients et autres débiteurs à titre d'actifs liés à la gestion des risques ou dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs à titre de passifs liés à la gestion des risques. La Société n'applique pas la comptabilité de couverture, et elle classe la juste valeur de ces contrats dans le niveau 2 de la hiérarchie des évaluations de la juste valeur.



Les profits latents (pertes latentes) et les profits réalisés (pertes réalisées) sur les contrats de change à terme ont été comptabilisés comme suit :

	Périodes de 13 semaines closes le		Périodes de 39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
Profits (pertes) latents	2 \$	(3) \$	2 \$	(2) \$
Profits (pertes) réalisés	3	–	4	(2)
<b>Total</b>	<b>5 \$</b>	<b>(3) \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>(4) \$</b>

## 12. Transactions entre parties liées

La Société est détenue entièrement par le gouvernement du Canada et elle est soumise à un contrôle commun avec d'autres organismes publics, ministères et sociétés d'État. Le Groupe d'entreprises a effectué les transactions suivantes avec des parties liées, en plus de celles qui sont présentées ailleurs dans les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés :

### a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

Les transactions avec le gouvernement du Canada, ses organismes et les autres sociétés d'État se composent de ce qui suit :

	Périodes de 13 semaines closes le		Périodes de 39 semaines closes le	
	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011	29 septembre 2012	1 <sup>er</sup> octobre 2011
<b>Produits générés par les parties liées</b>	<b>64 \$</b>	64 \$	<b>214 \$</b>	250 \$
<b>Paiements reçus à titre de compensation pour des programmes :</b>				
Envois postaux du gouvernement et envois destinés aux aveugles	6 \$	6 \$	17 \$	17 \$
Programme Aliments-poste	–	–	–	14
<b>Loyers reçus des parties liées</b>	<b>2 \$</b>	2 \$	<b>5 \$</b>	5 \$
<b>Dépenses relatives aux parties liées</b>	<b>8 \$</b>	6 \$	<b>21 \$</b>	17 \$

La majeure partie des produits générés par les transactions entre parties liées concerne des contrats commerciaux pour des services postaux conclus avec le gouvernement du Canada. Ces produits comprennent aussi les paiements reçus à titre de compensation du gouvernement du Canada pour la prestation de services postaux parlementaires, l'envoi d'articles en franchise aux aveugles et le programme Aliments-poste. Le gouvernement du Canada compensait en effet la Société pour la différence entre le coût d'expédition des biens admissibles au programme fédéral Aliments-poste et les frais d'expédition payés par les expéditeurs, aux termes d'une entente conclue avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (maintenant appelé Affaires autochtones et Développement du Nord Canada). Le programme Aliments-poste a pris fin le 31 mars 2011.

Le montant à recevoir et exigible des parties liées, tel qu'il est présenté dans l'état consolidé intermédiaire résumé de la situation financière, s'établit comme suit :

Aux	29 septembre 2012	31 décembre 2011
<b>Montant à recevoir et exigible des parties liées</b>		
Inclus dans le poste Clients et autres débiteurs	19 \$	28 \$
Inclus dans le poste Fournisseurs et autres créditeurs	11	9
<b>Produits différés relatifs aux parties liées</b>	<b>6 \$</b>	<b>6 \$</b>

#### b) Transactions avec le Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes

Au cours des périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012, la Société a rendu des services administratifs au Régime de pension agréé de la Société canadienne des postes en contrepartie de 2 millions de dollars et 6 millions de dollars, respectivement (2 millions de dollars et 5 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes closes le 1<sup>er</sup> octobre 2011). Au 29 septembre 2012, une créance de 1 million de dollars (1 million de dollars au 31 décembre 2011) liée aux transactions avec le Régime était impayée et a été prise en compte au poste Clients et autres débiteurs.

Les paiements en espèces, y compris les cotisations aux régimes à prestations définies et aux régimes à cotisations définies du Groupe d'entreprises, sont présentés à la note 5.

#### c) Autres transactions

Au cours de la période de 39 semaines close le 29 septembre 2012, une filiale de la Société a effectué des transactions commerciales avec une société contrôlée par un actionnaire minoritaire de cette filiale. L'actionnaire minoritaire est aussi un administrateur de la filiale. Cette société a fourni à la filiale des services de transport aérien en contrepartie de 24 millions de dollars et de 79 millions de dollars, respectivement, pour les périodes de 13 et de 39 semaines closes le 29 septembre 2012 (25 millions de dollars et 83 millions de dollars, respectivement, pour les périodes correspondantes closes le 1<sup>er</sup> octobre 2011). Au 29 septembre 2012, la filiale devait à la société une somme de 6 millions de dollars (6 millions de dollars au 31 décembre 2011). Cette somme a été prise en compte au poste Fournisseurs et autres créditeurs. Ces transactions ont été effectuées à des prix et à des conditions qui étaient comparables à ceux des transactions effectuées avec les autres fournisseurs de la filiale.

### 13. Informations sectorielles

**Secteurs opérationnels** • Les méthodes comptables utilisées pour les secteurs opérationnels sont les mêmes que celles du Groupe d'entreprises.

Toutes les transactions conclues entre les secteurs opérationnels le sont à des prix et à des conditions qui sont comparables à ceux des transactions conclues avec les autres clients et fournisseurs, et sans subvention entre les secteurs opérationnels. Sur une base consolidée, la Société n'a aucun client externe dont les achats représentent plus de 10 % de la totalité de ses produits.

**Période de 13 semaines close le 29 septembre 2012 et à cette date**

	<b>Postes Canada</b>	<b>Purolator</b>	<b>Logistique</b>	<b>Autre</b>	<b>Éléments intersectoriels et consolidés</b>	<b>Total</b>
Produits provenant des clients externes	1 335 \$	372 \$	38 \$	– \$	– \$	1 745 \$
Produits intersectoriels	5	22	2	53	(82)	–
<b>Produits opérationnels</b>	<b>1 340 \$</b>	<b>394 \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>(82) \$</b>	<b>1 745 \$</b>
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 018 \$	174 \$	17 \$	20 \$	– \$	1 229 \$
Autres charges opérationnelles	347	190	21	33	(82)	509
Amortissement	65	15	1	–	–	81
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>1 430 \$</b>	<b>379 \$</b>	<b>39 \$</b>	<b>53 \$</b>	<b>(82) \$</b>	<b>1 819 \$</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(90) \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(74) \$</b>
Produits de placement et autres produits	12 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	12 \$
Charges financières et autres charges	(13)	–	–	–	–	(13)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(91) \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(75) \$</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(29)	4	–	–	–	(25)
<b>Résultat net</b>	<b>(62) \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(50) \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>6 547 \$</b>	<b>766 \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>(397) \$</b>	<b>7 097 \$</b>

**Période de 13 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et à cette date**

	<b>Postes Canada</b>	<b>Purolator</b>	<b>Logistique</b>	<b>Autre</b>	<b>Éléments intersectoriels et consolidés</b>	<b>Total</b>
Produits provenant des clients externes	1 396 \$	380 \$	30 \$	– \$	– \$	1 806 \$
Produits intersectoriels	5	21	3	38	(67)	–
<b>Produits opérationnels</b>	<b>1 401 \$</b>	<b>401 \$</b>	<b>33 \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>(67) \$</b>	<b>1 806 \$</b>
Main-d'œuvre et avantages du personnel	1 156 \$	165 \$	14 \$	10 \$	– \$	1 345 \$
Autres charges opérationnelles	372	201	17	21	(66)	545
Amortissement	58	14	1	1	(1)	73
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>1 586 \$</b>	<b>380 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>32 \$</b>	<b>(67) \$</b>	<b>1 963 \$</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(185) \$</b>	<b>21 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(157) \$</b>
Produits de placement et autres produits	6 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	6 \$
Charges financières et autres charges	(11)	(1)	–	–	–	(12)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(190) \$</b>	<b>20 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(163) \$</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(58)	7	–	1	–	(50)
<b>Résultat net</b>	<b>(132) \$</b>	<b>13 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(113) \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>6 106 \$</b>	<b>730 \$</b>	<b>80 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>(338) \$</b>	<b>6 633 \$</b>

**Période de 39 semaines close le 29 septembre 2012 et à cette date**

	<b>Postes Canada</b>	<b>Purolator</b>	<b>Logistique</b>	<b>Autre</b>	<b>Éléments intersectoriels et consolidés</b>	<b>Total</b>
Produits provenant des clients externes	4 292 \$	1 141 \$	105 \$	– \$	– \$	5 538 \$
Produits intersectoriels	16	67	10	152	(245)	–
<b>Produits opérationnels</b>	<b>4 308 \$</b>	<b>1 208 \$</b>	<b>115 \$</b>	<b>152 \$</b>	<b>(245) \$</b>	<b>5 538 \$</b>
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 126 \$	541 \$	47 \$	56 \$	– \$	3 770 \$
Autres charges opérationnelles	1 119	595	58	91	(243)	1 620
Amortissement	185	46	4	1	(3)	233
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>4 430 \$</b>	<b>1 182 \$</b>	<b>109 \$</b>	<b>148 \$</b>	<b>(246) \$</b>	<b>5 623 \$</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(122) \$</b>	<b>26 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>1 \$</b>	<b>(85) \$</b>
Produits de placement et autres produits	44 \$	– \$	– \$	– \$	(6) \$	38 \$
Charges financières et autres charges	(36)	(2)	–	–	(3)	(41)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(114) \$</b>	<b>24 \$</b>	<b>6 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>(8) \$</b>	<b>(88) \$</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(37)	7	2	1	–	(27)
<b>Résultat net</b>	<b>(77) \$</b>	<b>17 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>3 \$</b>	<b>(8) \$</b>	<b>(61) \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>6 547 \$</b>	<b>766 \$</b>	<b>90 \$</b>	<b>91 \$</b>	<b>(397) \$</b>	<b>7 097 \$</b>

**Période de 39 semaines close le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et à cette date**

	<b>Postes Canada</b>	<b>Purolator</b>	<b>Logistique</b>	<b>Autre</b>	<b>Éléments intersectoriels et consolidés</b>	<b>Total</b>
Produits provenant des clients externes	4 290 \$	1 118 \$	92 \$	– \$	– \$	5 500 \$
Produits intersectoriels	14	70	9	114	(207)	–
<b>Produits opérationnels</b>	<b>4 304 \$</b>	<b>1 188 \$</b>	<b>101 \$</b>	<b>114 \$</b>	<b>(207) \$</b>	<b>5 500 \$</b>
Main-d'œuvre et avantages du personnel	3 186 \$	513 \$	43 \$	32 \$	– \$	3 774 \$
Autres charges opérationnelles	1 145	594	49	66	(204)	1 650
Amortissement	172	41	4	1	(3)	215
<b>Charges opérationnelles</b>	<b>4 503 \$</b>	<b>1 148 \$</b>	<b>96 \$</b>	<b>99 \$</b>	<b>(207) \$</b>	<b>5 639 \$</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>(199) \$</b>	<b>40 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>– \$</b>	<b>(139) \$</b>
Produits de placement et autres produits	24 \$	– \$	– \$	– \$	(6) \$	18 \$
Charges financières et autres charges	(36)	(2)	–	–	–	(38)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(211) \$</b>	<b>38 \$</b>	<b>5 \$</b>	<b>15 \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>(159) \$</b>
Charge (produit) d'impôt sur le résultat	(66)	12	1	4	–	(49)
<b>Résultat net</b>	<b>(145) \$</b>	<b>26 \$</b>	<b>4 \$</b>	<b>11 \$</b>	<b>(6) \$</b>	<b>(110) \$</b>
<b>Total de l'actif</b>	<b>6 106 \$</b>	<b>730 \$</b>	<b>80 \$</b>	<b>55 \$</b>	<b>(338) \$</b>	<b>6 633 \$</b>

POSTES CANADA  
2701 PROM RIVERSIDE BUREAU N1200  
OTTAWA ON K1A 0B1

Renseignements généraux : 1 866 607-6301  
Pour obtenir des informations plus détaillées sur les ressources à votre disposition,  
veuillez visiter [postescanada.ca](http://postescanada.ca).

Canada